



UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

ECOLE DOCTORALE SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

EAD ROUAGES DES SOCIETES ET DEVELOPPEMENT

LARIOT



Laboratoire de Recherche Interdisciplinaire sur les organisations et le Travail

Faculté de Gestion, d'Economie et de Sociologie

MENTION SOCIOLOGIE

MEMOIRE DE MASTER



PRATIQUE DE LA GESTION FORESTIERE PAR LA SOCIETE FANALAMANGA (Cas de la zone centre de son site forestier)

Présenté par: RIVONIRINA Josée Vatsisoa

Membres du jury :

Président de jury : Monsieur RAJAOSON François, Professeur Titulaire émérite

Jury : Monsieur ANDRIAMALALA Misah Ny Aina, Maître de conférences

Directeur: Monsieur RAZAFINDRALAMBO Martial, Maître de conférences

Année universitaire : 2016/2017

Date de soutenance : 13 Juillet 2016

PRATIQUE DE LA GESTION FORESTIERE PAR LA SOCIETE

FANALAMANGA

(Cas de la zone centre de son site forestier)

REMERCIEMENTS

Nous ne saurions commencer ce travail sans exprimer notre gratitude à notre Seigneur tout puissant et à toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de ce mémoire.

Ainsi, nous tenons particulièrement à exprimer nos vifs remerciements à:

- Monsieur le Doyen de la faculté de Droit, de Gestion, d'Economie et de Sociologie ;
- Monsieur le Chef de Mention en Sociologie;
- Monsieur RAZAFINDRALAMBO Martial, maître de conférences, notre directeur de mémoire ;
- Professeur RAJAOSON François, Professeur titulaire émérite, notre président de jury ;
- Monsieur ANDRIAMALALA Misah Ny Aina, maître de conférences, notre juge ;
- L'équipe toute entière, sans exception de la société FANALAMANGA ;
- Les responsables au niveau de la zone étudiée ;
- Notre famille qui nous a soutenue moralement mais aussi financièrement durant toutes ces années;
- Les populations locales ;
- Tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à la réalisation de ce travail

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE

- PARTIE I : CADRAGE CONTEXTUEL, CONCEPTUEL ET METHODOLOGIQUE

- Chapitre 1 : L'état des lieux
- Chapitre 2 : Repères théorico-conceptuels
- Chapitre 3 : Méthodologie de recherche

- PARTIE II : RECHERCHE ET EXPLOITATION DES DONNEES

- Chapitre 4 : Exploitation des données
- Chapitre 5 : Aspects essentiels de la gestion forestière
- Chapitre 6 : Les problèmes rencontrés

- PARTIE III : DISCUSSIONS ET RECOMMANDATIONS

- Chapitre 7 : Discussions

- Chapitre 8 : Suggestions

- CONCLUSION GENERALE

- REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- TABLE DES MATIERES

- LISTES

- ANNEXES

- RESUME

INTRODUCTION GENERALE

Contextes

Le monde est actuellement absorbé par la gestion de la crise capitaliste par les groupes impérialistes dominants. Les bourgeoisies impérialistes américaine et européenne sont toujours les puissances qui commandent et imposent leur volonté au reste du monde. Les pays du tiers monde, y compris Madagascar, dépendent entièrement du système financier et politique guider par les impérialistes européens et américains. Nous vivons une période intermédiaire telle que la décrivait Gramsci¹ « l'ancien monde est en train de mourir, un nouveau monde est en train de naître, mais dans cette période intermédiaire, des monstres peuvent apparaître ».

Evidemment les pays riches ne se contentent pas de consommer les ressources naturelles des pays pauvres. Comme l'explique Sylvain Angerand² : «...Cette consommation, d'eau, de minéraux, de pétrole ou de produit agricoles se fait aussi au prix de dégradations environnementales et de violations des droits humains, générées par les multinationales qui (sur)exploitent ces ressources. Des entreprises qui ne sont jamais tenues légalement responsables des conséquences de leurs activités, en raison de leur poids économique et politique et de l'attentisme des gouvernements et des populations.».

Madagascar a été surnommé auparavant l' « île verte » ; désormais avec la dégradation de la forêt et la surexploitation forestière elle est devenue l' « île rouge ». Aussi, la société Fanalamanga, avec la détermination de l'Etat de diriger durablement les concessions forestières et de faire de l'exploitation forestière un pilier de développement économique et social, présente-t-elle un paradigme entre l'effet néfaste et l'effet positif de l'exploitation forestière ?

C'est effectivement ce paradigme qui nous a intrigué et qui nous a poussé à choisir le thème « La Pratique de la gestion forestière ». En ce qui concerne la zone d'étude, la société Fanalamanga fait partie des plusieurs exploitants forestiers à Madagascar et nous a accueilli au sein de leur équipe, donc le choix du terrain a été sans difficulté.

¹Gramsci, A. Ecrivain et théoricien politique italien d'une lointaine origine albanaise. Membre fondateur du Parti communiste Italie, dont il fut un temps à la tête, il demeure en prison sous le régime mussolinien

²Sylvain Angerand, chargé de campagne forêt et ressources naturelles aux amis de la terre in « scandales environnementaux et sociaux »

Question de départ

Notre question de départ avant d'entamer la recherche était : quels sont les moyens et stratégies de la gestion forestière à Madagascar ?

Objectifs :

Les objectifs de notre étude se subdivisent en deux types : l'objectif général et spécifique.

- Objectif général :

Analyser les relations qu'entretiennent les parties prenantes utilisant les ressources forestières afin d'accéder au développement local et durable.

- Objectifs spécifiques :

- ✓ Evaluer le niveau d'intégration et les opportunités d'intégration des communautés dans la gestion des concessions forestières ;
- ✓ Identifier les opportunités d'intégration économique et professionnelle des riverains dans les exploitations ;
- ✓ Analyser les caractéristiques socio-économiques et culturelles des communautés, spécialement celles en lien direct avec la forêt.

Résultats attendus

- ✓ Connaitre les impacts de l'exploitation forestière par les exploitants sur les communautés locales ;
- ✓ Connaitre les limites et avantages de l'exploitation forestière ;
- ✓ Voir les innovations entreprises par l'exploitant en vue de contribuer au développement durable du pays.

Aperçu méthodologique

Pour une scientificité du travail, nous devrons appliquer une méthodologie appropriée, adaptée et qui devra répondre à nos besoins quant à l'effectivité de notre investigation. Ainsi, des agencements des travaux devront être respectés pour rendre logique et rationnel notre recherche. Dès la documentation jusqu'à l'échantillonnage, des démarches logiques devront être effectuées.

Notre travail de recherche s'articule autour de trois grandes parties ;

La première partie porte sur l'approche globale du terrain d'étude et l'approche méthodologique. La deuxième partie consiste en la recherche et l'exploitation des données. La troisième et dernière partie de notre travail est consacrée aux analyses et aux recommandations liées à des pistes de réflexion.

**PARTIE I : CADRAGE CONTEXTUEL, CONCEPTUEL
ET METHODOLOGIQUE**

Partie 1 : CADRAGE CONTEXTUEL, CONCEPTUEL ET METHODOLOGIQUE

Etant donné l'importance du concept développement basé sur l'initiative locale et l'utilisation des ressources naturelles existantes dans le but d'améliorer la condition de vie de la population, la forêt constitue un élément incontournable pour la région d'Alaotra Mangoro pour son développement socioéconomique. La société Fanalamanga survit grâce à la plantation de forêt dans cette région, l'objectif de notre étude est de voir la relation qui existe entre la société Fanalamanga, les paysans et l'Etat dans l'utilisation de cette ressource.

Cette première partie traitera les fondements théoriques de ce concept en considérant le contexte qui lui a donné le jour, et les diverses démarches pour sa mise en œuvre. Ainsi, la partie se subdivise en 3 chapitres dont l'état des lieux, les repères théorico-conceptuels et la méthodologie de recherche.

CHAPITRE I : L'ETAT DES LIEUX

I- Zones forestières de la société Fanalamanga

Fanalamanga est une société d'Etat qui se situe dans la Région Alaotra Mangoro, son siège est sis à Antsirinala, à 11km avant l'entrée de la Commune Urbaine de Moramanga venant de la Capitale. Elle constitue à peu près 68000Ha³ de forêt dont 60 000 Ha exploitable. Plus précisément, leurs plantations couvrent le trajet du district Moramanga à celui d'Ambatondrazaka.

I.1 Présentation de la société

I.1.1 Historique

Fanalamanga ou Fanjarian'Ala Ambatondrazaka Moramanga était au début un projet conçu et initié par le Gouvernement Malgache dans le cadre des Grands projets, le reboisement industriel du Mangoro au départ consistait en la plantation de pins projetée pour alimenter une usine de 200.000 T/an de pâte chimique kraft blanchie destinée à l'exportation vers 1988/89. C'est-à-dire, à l'âge d'exploitabilité entre 15 et 18 ans.

Entre 1969/70 et 1974/75, les premières plantations sur 24 000 ha environ ont eu lieu et sur financement gouvernemental uniquement.

³ Source : La Société FANALAMANGA

En 1975/1980, le projet Mangoro a été financé par la banque mondiale et en contrepartie gouvernementale, il faut confier à la société d'Economie Mixte Fanalamanga créée à cet effet dans le but d'exécuter un programme de plantation de 35.000 ha et de construire les infrastructures y afférentes.

De 1981 jusqu'en 1987, avec la participation de l'IDA (66%), de la BADEA (14%), du PNUD (3%) et du Gouvernement Malagasy (17%), le projet a pu réaliser 20.000 ha de plantation avec l'introduction de quelques parcelles d'eucalyptus mais aussi la poursuite des travaux d'infrastructures.

Entre les années 1988 à 1994, le projet a été marqué par une nouvelle orientation, l'arrêt de la plantation mais la société s'est consacrée sur les entretiens et amélioration des peuplements existants, sur financement conjoint de la Banque Mondiale, du gouvernement et ressources propres de la Fanalamanga avec au programme l'aménagement de la forêt, l'inventaire forestier, l'entretien sylvicoles, le démarrage de l'exploitation forestière et de la commercialisation.

A partir de 1995, le désengagement de l'Etat a obligé le projet Mangoro à s'autofinancer en poursuivant les travaux sylvicoles, l'exploitation forestière, la transformation du bois, la commercialisation, la reconstitution du massif par la replantation et le traitement de la régénération naturelle.

I.1.2 Cadre juridique

Fanalamanga est une société d'Economie Mixte créée le 17 janvier 1975 et transformée en société Anonyme depuis le 31 Mars 2005. Son capital social est fixé à 7.849.480.000 Ariary divisé en 392 474 actions de 20 000 Ariary chacune.

Suite à la modification des Statuts suivant le procès-verbal de l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires en date du 25 Février 2013, et en vertu des dispositions de l'article 437 de la loi n°2003-036 du 30 janvier 2004 sur les sociétés commerciales, le mode d'administration et de direction de la société est changé et elle prend la forme d'une société anonyme avec conseil d'administration.

Le nombre des administrateurs est fixé à six et se répartit comme suit : trois du Ministère des Forêts, deux du Ministère des Finances, et un de la SONAPAR.

I.1.3 Cadre organisationnel

En particulier, la FANALAMANGA a pour objet de :

- réaliser une superficie de reboisement nécessaire au complexe Sylvio-industriel ;
- mettre en place des infrastructures, tels que les logements, les bâtiments socio-administratifs, les routes, les ponts, les barrages ;
- entretenir et de protéger les reboisements effectués ;
- réaliser des recherches d'accompagnement, des essais et des études se rapportant à son objet ;
- donner des formations et des recyclages aux personnels ;
- effectuer la gestion du complexe Sylvio-industriel Mangoro ;
- garantir la pérennité du reboisement par renouvellement des parties exploités ;
- promouvoir la commercialisation des produits.

D'une façon générale : l'exécution de toutes opérations industrielles, commerciales, immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet social.

I.2 Les plantations industrielles de la FANALAMANGA

I.2.1 Zones : Nord, Centre et Sud

I.2.1.1 situation géographique

Le site forestier de la FANALAMANGA est répartie en 3 zones dans la région Alaotra Mangoro : la zone Nord, la zone Centre et la zone Sud. Chaque zone est constituée à peu près 20.000 ha de terrains forestiers.

Les plantations du HAUT-MANGORO se trouvent dans la partie orientale de la région montagneuse centrale de Madagascar, comprise entre :

- latitude 17° 45'-19° 10'
- longitude : 48° 00' - 48° 20'

Les plantations s'étendent sur une longueur d'environ 180 km, du Sud au Nord et sur une largeur de 25 km de l'Est à l'Ouest. Au nord elles sont limitées par la route du chrome et au Sud par le village de BEPARASY

I.2.1.2 Topographie

La zone de reboisement couvre la large vallée du HAUT-MANGORO au relief ondulé comprise entre les deux premières falaises des contreforts Est du plateau central.

- Altitude comprise entre 800 m et 1 000m ;
- Relief assez différent entre les trois zones de plantation :
 - o Zone Nord : assez accidentée
 - o Zone Centre : relativement ondulée
 - o Zone Sud : relativement plate sur la partie Nord et assez accidentée sur les parties Sud-Ouest

Les sols d'origine latéritique ou ferralitique sont dégradés et très pauvres en éléments minéraux organiques, suite à une longue culture industrielle extensive et aux feux de brousse réitératifs, expliquant leur abandon quasi-total par l'agriculture. Certaines pentes ont subi une érosion oblique intense et sont devenues pratiquement stériles.

I.2.1.3 Climat

Le climat est du type subtropical caractérisé par deux grandes saisons très nettes et deux intersaisons relativement courtes :

- L'été : Chaud et pluvieux, de décembre à mars ;
- L'hiver : frais et humide, de juin à août ;
- 1^{ère} intersaison : douce, d'avril à Mai ;
- 2^{ème} intersaison : chaude et sèche, de septembre à octobre

La pluviométrie annuelle décroît de 1 600 mm à 1 000 mm en allant du Sud vers le Nord.

II- Zone étudiée

Notre étude sur terrain se limite uniquement à la zone Centre de la plantation de Fanalamanga. Ce choix a été suggéré par le responsable de l'exploitation forestière et de planification de la société FANALAMANGA à cause d'une émergence de collaboration avec la population locale et les communes aux alentours pour la lutte contre le feu dans la zone.

II.1 Délimitation de la zone centre

La zone centre se délimite du Sud au Nord par la Commune rurale Morarano à la Commune rurale d'Andaingo. Avec une longueur d'environ 60Km et de 25 km de largeur. La zone centre est composée de quatre communes rurales dont, la commune rurale de Morarano, d'Analasoa, d'Amboasary et d'Andaingo. Le siège de la FANALAMANGA dans la zone centre se trouve dans le fokontany Analabe, sis à 14 km du Chef-lieu de la Commune Rurale d'Amboasary.

L'accès à la commune rurale d'Andaingo n'a pas été accompli par contrainte temporelle. Ainsi notre zone d'étude respective s'est limitée aux trois communes rurales.

II.2 Description des Communes Rurales enquêtées

II.2.1 Commune Amboasary

II.2.1.1 Historique

Amboasary du « Amboa - Vohitra » et de « sary » du nom du fondateur Sary (Rasary). RASARY était un homme venu du haut plateau et venait s'installé dans la localité avec sa famille fuyant la soumission royale et à la recherche de terre cultivable.

Amboasary était une zone de refuge coloniale ce qui explique l'existence de plusieurs domaines coloniales (féculerie Ampangabe, rizerie d'Amboasary)

La population avait participé activement à la révolution de 1947. Un tombeau réhabilité en mémoire des combattants tombés pendant cette révolution a été inauguré par le président de la république le 29 Mars 1995.

II.2.1.2 Délimitation et localisation de la Commune Rurale

La Commune rurale d'Amboasary se trouve à 64 km du chef-lieu de district de Moramanga sur la route nationale RN 44 vers Ambatondrazaka. (Chef-lieu de la région alaotra mangoro) et appartient à la province de Tamatave ; elle a une superficie de 590 km². Elle est limitée administrativement

- Au Nord de la commune rurale Fierenana ;
- Au Sud par la commune rurale Morarano Gare.

La Commune rurale est composée de neuf (09) Fokontany : Amboasary-Gare, Amboanjo, Ambohimanarina, Ambohibola, Analabe, Antanifasina, Fanafana, Ambohidava, Antanana Ambony.

II.2.1.3 Développement économique

La commune est potentiellement agricole. Presque la population entière pratique des activités agricoles en particulier dans le domaine de la riziculture. C'est la principale source de revenus de la population.

Après l'agriculture ; l'élevage, la pêche et l'exploitation forestière aussi font partie intégrante des activités génératrices de revenus dans la commune. Doté de plusieurs rivières et de ruisseaux, la nature lui est généreuse, la commune peut donc faire de la pêche et peut irriguer leur rizière.

Concernant la superficie de l'exploitation forestière de la Commune est indéterminée. La plantation privée de forêt est à majorité eucalyptus et seulement quelques pins. Ils sont couverts d'une forêt très morcelée, principalement paysanne ou étroitement imbriquée avec l'agriculture.

II.2.1.4 La population

D'après le dernier recensement en 2014, la population de la commune Rurale d'Amboasary compte 17.879⁴

II.2.2 La Commune rurale de Morarano-Gare

II.2.2.1 Historique

Historiquement, Morarano-Gare s'appelait « ANTSAMPANIMAHAZO ». Les premiers habitants vivaient d'abord à Sahamanana, situé sur une colline au Nord du village actuel. Avec l'ouverture de la route durant la période coloniale, des nouveaux émigrants attirés par l'exploitation du graphite sont venus s'installer à Antsampanimahazo et exploitaient le graphite à Raboana (à l'Est du Chef-lieu de la Commune). La facilité d'amener de l'eau à partir de la colline à travers les rustiques canaux de captage au site d'exploitation et de stockage des produits du graphite (à Morarano) d'Antsampaniahazo pour Morarano-Gare.

II.2.2.2 Délimitation et localisation de la Commune Rurale

La Commune Rurale de Morarano-Gare se trouve à 30 km du Chef-lieu de District de Moramanga sur la route nationale RN 44 vers Ambatondrazaka (Chef-lieu de région alaotra mangoro). Elle a une superficie de 921.35 km². Elle est limitée administrativement :

- Au Nord par les Communes rurales de Fierenana et d'Amboasary
- Au Sud par la Commune d'Ambohibary ;
- A l'Est par les communes rurales d'Andasibe et d'Ambatovola
- A l'Ouest par les Communes rurales de Mandialaza et Anataniditra

La commune rurale est composée de sept (07) Fokontany ; Morarano-Gare, Marovoay, Ambohibolakely, Androfia, Sakalava, Marofody et Ambohidray.

II.2.2.3 Développement économique

L'agriculture, l'élevage et la vannerie sont les activités principales de la population, (calendrier cultural de 18 mois). La vie traditionnelle au village s'organise autour de la riziculture et l'élevage des zébus, qui procurent le fumier et bœufs de trait. Posséder plusieurs parcelles de rizières et un troupeau de zébus sont des signes de richesses dans chaque fokontany de la Commune.

⁴ Source : La Commune Rurale d'Amboasary

La riziculture de bas-fonds constitue les principales activités de la population. Beaucoup de ménage pratiquent la culture attelée et matériels de production tels que le charrue pour le labour, la herse pour la mise à boues des terres, la sarclouse pour le sarclage des adventices et d'autres petits outillages comme la pioche et l'angady. La majorité du riz produit dans la Commune est destinée à la consommation locale et la vente acheminée vers Moramanga.

La riziculture de saison et la riziculture de contre saison sont les principales activités d'exploitation, avec les cultures vivrières complémentaires notamment : le manioc, la patate, le maïs, le haricot, l'arachide...

La fertilité du sol diminue de chaque année, à cause de la faiblesse des taux de carbone dans chaque couche des terrains cultivables ; de la répétition très fréquente d'une même famille des plantes (graminées, légumineuses...) dans une même surface cultivable, dans les trois années successives ; de la diminution des apports en matières organiques (fumiers, composte) dans chaque exploitation familiale, dans les parties Ouest de la Commune.

II.2.2.4 La population

Selon le dernier recensement effectué en Avril 2014, la Commune Rurale de Morarano-Gare compte 19 275⁵. La population est composée de plusieurs ethnies dont principalement le Bezanozano. Les Merina, Betsileo, Antandroy, Sihanaka représentent dans l'ensemble 20% de la population entière (source : Equipe Technique Communal-PCD Morarano-Gare, Avril 2015).

II.2.3 La Commune rurale Analasoa

II.2.3.1 Historique

Cette commune a été récemment inaugurée par les hautes autorités du gouvernement, le 03 Juin 2016. Auparavant, elle appartenait à la commune d'Amboasary mais actuellement après cette inauguration, elle est désormais indépendante d'Amboasary. Fanalamanga a fait son entrée dans la Commune en 1978 et y occupe une partie de 3.600 hectares de terrain. Elle a beaucoup contribué au développement de la Commune. Dénommait « Manaka » à l'époque, la Commune a pris le nom « Analasoa » dernièrement.

⁵ Source : PCD, Commune rurale Morarano-Gare

II.2.3.2 Délimitation et population de la Commune

Se trouvant à 20 km de la RN44 vers l'Ouest. Avec une superficie de 550km², composée de 4 Fokontany notamment : Antanana ambony, Antanifotsy, Ambohibary Sud et Marotsopoy. Sa géographie est constituée de collines, plateaux, vallées et plaines. La forêt de pin et d'eucalyptus domine dans la Commune.

Sa population compte à peu près 6000 habitants. Composée de plusieurs ethnies, puisque la totalité de la population sont des migrants venant de différentes ethnies.

II.2.3.3 Situation économique

L'agriculture, l'élevage et la pêche sont les activités principales de la population. La vie traditionnelle au village s'organise autour de la riziculture et l'élevage des zébus, fournissant le fumier et bœufs de trait.

La riziculture de bas-fonds constitue les principales activités de la population. Beaucoup de ménage pratiquent la culture attelée et matériels de production tels que le charrue pour le labour, la herse pour la mise à boues des terres, la sarcluse pour le sarclage des adventices et d'autres petits outillages comme la pioche et l'angady. La majorité du riz produit dans la Commune est destinée à la consommation locale et la vente acheminée vers Moramanga.

Nous constatons que les activités principales de communes rurales sont identiques. Néanmoins, le développement de chacun n'est pas égal. On observe un très grand écart entre ces communes du point de vue économique et social. Morarano-Gare est très en avance par rapport aux deux communes. Cela est le résultat d'une collaboration et de partenariat avec les différents projets de développement rural dans la région. Du fait également de sa proximité au chef-lieu du District de Moramanga, l'accès est facile, contrairement à la commune Analasoa, qui est un peu enclavée et encore en mode d'habilitation.

CHAPITRE II : REPERES THEORICO-CONCEPTUELS

Dans ce présent chapitre, les points théoriques et la définition des concepts clés seront mis en exergue.

I- Conceptualisation

Les concepts à définir dans ce sous chapitre sont les suivants : le développement local, l'exploitation forestière, la forêt et la foresterie sociale.

I.1 Le développement local

Origine et contexte

Le concept de Développement local a vu le jour après le constat des limites des politiques macro-économiques de développement mises en œuvre et qui avaient tendance à créer des zones d'exclusion dans des nombreuses villes d'Europe⁶. En effet, les vieux modèles de développement libéraux et dirigistes ont montré leurs limites et leurs effets inattendus.

Avec la fin des « trente glorieuses », aux environs des années 80, nombreux sont les pays en difficultés socio-économiques. Dans les pays développés, on se préoccupe d'une panique financière, d'une crise de la dette ou encore d'une dégradation aggravante de l'environnement qui ont touché particulièrement les milieux ruraux (dépeuplement des zones rurales, avancée des friches et augmentation des risques d'incendie)⁷. Et les pays en développement luttent encore et toujours contre une inflation galopante, un chômage élevé, une pauvreté généralisée (avec le surendettement de l'Etat) que les programmes d'ajustement et de réorganisation n'arrivaient pas à résoudre.

Par conséquent, en réponse directe à la difficulté économique rencontrée dans ces pays, surtout au taux de chômage élevé que les seules politiques nationales s'avéraient incapables d'enrayer, des initiatives de développement et de création d'emplois à l'échelon local ont commencé à se manifester.

On voit alors émerger, dans les zones rurales en difficulté, des initiatives de regroupement des acteurs locaux et des collectivités locales pour monter des opérations et des petits projets visant à maintenir les services publics, à réinstaller des familles pour arrêter la chute démographique, ou à redémarrer des activités économiques (agriculture, artisanat,

⁶OCDE, *Le développement local et la création d'emploi*, Février 2000

⁷Commission Européenne, *Economie de développement rural*, document du projet FORMder, 2005

tourisme)⁸. C'est ainsi qu'est né le développement local, en tant qu'approche du développement rural avant de devenir une approche théorique.

Ainsi, cette approche est construite par des acteurs locaux qui ont la volonté de prendre en charge leur propre développement.

On a ainsi retrouvé dans certaines zones rurales de plusieurs pays européens des associations locales qui ont réfléchi pour savoir comment effectuer cette prise en charge.

Déjà dans un certain nombre de pays les pouvoirs publics ont pris le relais de ces initiatives en élaborant un cadre institutionnel pour ces initiatives. C'est le cas notamment en France avec les « Chartes intercommunales de développement et d'action » créées dans le cadre de la loi sur l'aménagement du territoire de 1982. On a retrouvé les mêmes initiatives en Irlande en République Fédérale d'Allemagne et en Italie⁹.

« Ces initiatives vont interpeller l'Union Européenne qui réfléchit à la prise en charge communautaire du Monde rural au nom de la cohésion sociale »¹⁰.

Ce mouvement de développement local que l'on perçoit en Europe à partir du début des années 80 va rapidement intéresser la recherche. Ce seront d'abord les géographes qui vont « théoriser » sur ce processus spontané, ensuite viendront les sociologues et les économistes.

L'approche du développement local s'est enrichie au cours des années 90 avec de nombreux concepts issus des nouveaux paradigmes du développement, et est mise en œuvre dans les politiques nationales comme celles des organisations internationales (Banque Mondiale, FAO, FIDA).

Définitions

Nombreux sont les définitions données par les auteurs sur le développement local. Voyons quelques définitions qui pourront être pertinentes à notre étude.

Pour J. Mangin, « Le développement local c'est, pour les sociétés locales, la faculté de relocaliser leur développement, en s'appuyant sur les caractéristiques de leur espace: richesses naturelles, humaines, spécificité de l'espace, organisation sociale propre, tradition culturelle.

⁸Commission Européenne, *Economie de développement rural*, document du projet FORMder, 2005

⁹Commission Européenne, *Economie de développement rural*, document du projet FORMder, 2005

¹⁰Andrienssens, *L'avenir du monde rural*. Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil, Bulletin des Communautés Européennes, Bruxelles, 1988

Pour cela, il faut que la société récupère un certain nombre de fonctions sur cet espace, mais aussi opère une sorte de rupture avec le passé. Le développement local vise ainsi à recréer un espace structuré par des pôles, relativement autonome, capable de négocier avec l'extérieur.»¹¹

S. Pamphile le définit comme « un processus consistant à mobiliser les énergies de tous les acteurs locaux en vue de la promotion économique, sociale et culturelle d'un territoire. Autrement dit, c'est un processus qui vise la participation des acteurs avec pour finalité, l'amélioration des conditions de vie des habitants d'une zone déterminée ».¹²

P. Houée le voit comme « une démarche globale de mise en mouvement et en synergie des acteurs locaux pour la mise en valeur des ressources humaines et matérielles d'un territoire donné, en relation négociée avec les centres de décision des ensembles économiques, sociaux et politiques dans lesquels ils s'intègrent ».¹³

Et J. Elong Mbassi ajoute que « le développement local est la mobilisation des acteurs locaux pour la mise en valeur des potentialités d'un territoire, en même temps que les résultats de cette activité. Ce qui le caractérise, c'est qu'il intéresse un espace moins grand que le territoire national. Cet espace peut englober plusieurs localités ou agglomérations. Le développement local concerne le jeu de plusieurs acteurs locaux dont les intérêts ne sont pas toujours convergents, mais qui trouvent tous avantage à la réalisation du potentiel du territoire auquel ils s'identifient pour y être nés, y résidés, ou y développés leurs activités ».¹⁴

Ces définitions, malgré leurs approches différentes, partagent la vision selon laquelle le développement local est un processus qui consiste à exploiter les ressources locales avec la participation de tous les acteurs locaux dans le but d'améliorer le bien-être des populations locales. En d'autres termes, le développement local utilise les initiatives locales comme moteur du développement économique. Blakeley définit l'initiative locale comme « des interventions venant des différents paliers gouvernementaux, des entreprises, des syndicats,

¹¹. Manguin, *Guide de Développement local et de développement social*, Logiques sociales, Le Harmattan, Paris, 1989

¹²Sebahara Pamphile, *Acteurs et enjeux de la décentralisation et du développement local*, Expériences d'une commune de Burkina Faso, (Document de réflexion ECDPM 21). Maastricht : ECDPM

¹³P. Houée, *Démarches de développement local en milieu rural : l'expérience du Mené*, Les Cahiers de la Recherche Développement, 1987

¹⁴Elong Mbassi J.P., *Les Dix règles d'or du Développement local*, in l'Afrique Municipale, 1998

du milieu associatif afin de favoriser l'emploi et les revenus dans une région bien déterminée »¹⁵.

I.2 La forêt¹⁶

L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et Agriculture (FAO) définit les forêts comme des terres occupant une superficie de plus de 0.5 hectare soit 5 000 m² avec des arbres atteignant une hauteur supérieure à 5 mètres et un couvert forestier de plus de 10%, ou avec des arbres capables de remplir ces critères.

Les forêts primaires sont des forêts formées d'espèces indigènes où aucune trace d'activité humaine n'est clairement visible et où les processus écologique ne sont pas sensiblement perturbés.

Les forêts secondaires sont des forêts qui se sont régénérées là où des forêts primaires ont disparu sous l'effet de phénomènes naturels ou d'activités humaines telles que l'agriculture ou l'élevage. Ces forêts présentent des différences majeures en termes de structure et/ou d'espèces qui la composent par rapport aux forêts primaires.

Les forêts naturelles modifiées sont des forêts formées d'espèces indigènes régénérées de façon naturelle, où des traces d'activités humaines sont clairement visibles.

Les plantations forestières sont des domaines forestiers établis artificiellement par plantation ou par semis. Les arbres appartiennent généralement à la même espèce, ont le même âge et sont espacées de manière régulière. L'objectif des plantations forestières peut être la production de bois et des produits non ligneux (plantation de production).

La forêt de la FANALAMANGA est une plantation forestière, avec des objectifs commerciaux afin de rentabiliser la société, en recherchant le maximum de profit ; pour sa survie et pour le développement du pays.

¹⁵ Blakeley, E.J. , *Local Planning and Economic Development*, Los Angeles, SAGE, 1989

¹⁶ Source : GreenFact, sur base des termes et définitions du département des forêts de la FAO

I.3L'exploitation forestière

D'après une définition de Wikipédia, l'exploitation forestière est un processus de production s'appliquant à un ensemble d'arbre en vue de leur acheminement vers un site de valorisation. L'exploitation est souvent réalisée dans le cadre de l'application d'un aménagement.

Exploiter est un verbe qui renvoie à l'action de tirer des bénéfices ou de la richesse à partir d'une affaire ou d'une entreprise, et de se servir des qualités d'une personne ou d'une circonstance de manière abusive. L'action et l'effet d'exploiter prennent la désignation d'exploitation.

Forestier, par ailleurs, se dit de ce qui est lié ou appartient aux forêts, à l'utilisation de bois de chauffage et d'autres ressources annexes. On entend par sylviculture la culture des forêts et les sciences liées à cette culture.

L'exploitation forestière est donc l'extraction des ressources à partir d'une zone (ou d'un chantier) boisée. Cette activité est appliquée dans le but d'obtenir du bois, des fruits ou du liège, et par conséquent, d'en profiter. L'exploitation forestière (abattage et débardage des grumes) permet une valorisation marchande périodique des ressources forestières.

L'exploitation des produits forestiers est l'action d'exploiter ou de transformer les produits forestiers (arbres forestiers, plantes forestières, fibres forestiers, Champignons) dans le but de satisfaire les besoins personnels ou collectifs ou pour gagner du profit en recourant à la commercialisation des produits.

I.4 La foresterie sociale¹⁷

À la fin des années 70, la foresterie tropicale subissait des changements fondamentaux concernant surtout ses aspects sociaux. Traditionnellement, pour la foresterie tropicale, les grandes réserves forestières, délimitées par les administrateurs coloniaux aux dépens des terroirs des populations locales, constituaient le point de départ des interventions.

Au cours des années, les habitants de ces terroirs s'étaient vus déplacés, leurs droits fonciers supprimés. Après le départ des colonisateurs, les gouvernements des Etats

¹⁷J.P.M. van den Breemer, R.R. Bergh et M.J. Vermeij, « Anthropologie et foresterie sociale : une exploration théorique», *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 7 | 1994, mis en ligne le 13 décembre 2007, Consulté le 19 février 2016. URL: <http://apad.revues.org/2243>

indépendants ont maintenu, pendant assez longtemps, le mode de gestion forestière pratiqué par leurs prédecesseurs, sans tenir compte des intérêts locaux.

Aujourd'hui, les forestiers ont élargi leur champ d'action et s'occupent également des ressources forestières en dehors des réserves, faisant partie des terroirs des populations locales.

Le but de la "foresterie sociale", cette nouvelle approche forestière, est que ces populations prennent en main, elles-mêmes, la gestion des ressources forestières, en favorisant ainsi le développement local. La population locale, auparavant considérée comme "élément forestier indésirable" se voit chargée, dans la nouvelle conception forestière, de la responsabilité directe des ressources naturelles environnantes en général, et de celle des ressources forestières en particulier. Elle est assistée en cela par les services forestiers, qui ont effectivement dû abandonner leur intérêt privilégié pour les mises en défens et les parcs.

Cette extension des tâches de la foresterie tropicale, extension révolutionnaire d'un point de vue social, implique que les forestiers doivent être au courant des connaissances concernant la société humaine. Nous voulons indiquer quels aspects des sciences sociales pourraient aider les forestiers modernisateurs à atteindre leur double objectif du développement rural et de la protection de l'environnement par cette théorie de foresterie sociale.

Selon les auteurs, l'implication de la population locale est une nouvelle approche que les forestiers doivent mettre en place pour recourir à un développement local et durable mais aussi pour une bonne gestion forestière.

II- Problématisation et formulation des hypothèses

La gestion des ressources naturelles est un problème perçu et traité comme tel depuis des années, « la conférence des Nations Unies sur l'environnement humain » à Stockholm en 1972 inscrit la préoccupation pour l'environnement au niveau international (Faucheux et Noël, 1999 ; Meza Alvarez, 2005). La définition générale de la gestion durable et sa traduction en termes d'indicateurs permettant d'évaluer sa mise en œuvre par les opérateurs forestiers restent cependant très difficile à établir (Buttoud et Karsenty, 2001). Les conditions (écologiques, sociales et économiques), dans lesquelles la gestion des forêts se transcrit et la

multiplicité d'acteurs qu'elle compromet (gouvernement, entreprise, ONG, populations locales...) suffisent pour rendre compte l'ampleur du problème.

La problématique, ainsi posée est : de quelle manière se manifeste l'enjeu de lutte sur le processus d'appropriation et d'utilisation de la forêt ?

Pour répondre préalablement à cette question, nous avons élaboré deux hypothèses qui pourraient démontrer la manifestation de l'enjeu de lutte qui existe entre les acteurs potentiels. Les deux hypothèses sont les suivants :

- Les acteurs potentiels entretiennent un rapport de lutte d'intérêt dans le processus d'appropriation et d'utilisation de la forêt ;
- Cependant, ils sont interdépendants dans la cogestion de la forêt pour sa pérennité

III- Modèles d'analyse

Dans le cadre de l'étude de comportement et d'interaction des acteurs sur le rapport de force qui existe ; enjeu de lutte, domination, la recherche de profit etc., les modèles d'analyse choisies sont l'approche fonctionnalisme et stratégique de Michel Crozier et le Structuralisme génétique de Pierre Bourdieu.

III.1 L'analyse stratégique

L'analyse stratégique est un paradigme de la théorie des organisations proposé par Michel Crozier et Erhard Friedberg¹⁸. C'est l'analyse du comportement des acteurs donnés comme stratégique.

D'un point de vue théorique, on peut dire qu'il prend la suite des analyses structuro-fonctionnaliste.

L'acteur au sens de Crozier-Friedberg est « celui dont le comportement, c'est-à-dire l'action, contribue à structurer un champ, autrement dit à construire des régulations. On cherche à expliquer la construction des règles (le construit social) à partir du jeu des acteurs empirique, calculateurs et intéressés. Ces acteurs sont dotés de rationalité, même si elle est limitée ; ils sont autonomes et rentrent en interaction dans un système qui contribue à structurer leur jeu » (Philippe Bernoux, La sociologie des organisations, p.137). Les acteurs interviennent dans un système, l'organisation, qui doit et peut s'ajuster à des éventualités et

¹⁸M. Crozier et E. Friedberg, *l'Acteur et le système*, Paris, le Seuil, 1977

des changements de natures diverses. Cependant, il n'existe pas d'ajustement naturel- c'est à dire automatique et incontrôlé- mais uniquement des construits, ce qui suppose la présence d'une intentionnalité. Pour Crozier et Friedberg, ces mécanismes assumés constituent le système d'action concret.

Si l'on retient comme idée ou concept initial, qu'un système est un ensemble d'éléments en interrelation en vue de répondre à une finalité¹⁹, on peut écrire que ses acteurs sont globalement interdépendants, comme l'ont montré les paradigmes successifs en théorie des organisations. Par leurs travaux individuels, par les sous-groupes dont ils font partie, ils concourent à animer et à faire (sur)vivre une organisation. Cette interdépendance ne signifie pas pour autant interaction : les deux actions se coordonnent dans le but de remplir un objectif ne suppose pas forcément que les acteurs à l'origine de ces actions travaillent effectivement de concert, c'est-à-dire intentionnellement.

L'analyse stratégique tente notamment de cerner les cas de figure où l'interdépendance, qui caractérise les actions, ne s'accompagne pas d'une interaction des acteurs.

III.2 Structuralisme génétique

Pierre Bourdieu a développé une théorie de l'action, autour du concept d'habitus, qui a exercé une grande influence dans les sciences sociales. Cette théorie cherche à montrer que les agents sociaux développent des stratégies, fondées sur un petit nombre de dispositions acquises par socialisation qui, bien qu'inconscientes, sont adaptées aux nécessités du monde social. (Intériorisation de l'extérieur)

L'œuvre de Bourdieu est ainsi ordonnée autour de quelques concepts recteurs : habitus comme principe d'action des agents, champ comme espace de compétition sociale fondamentale et violence symbolique comme mécanisme premier d'imposition des rapports de domination. Bourdieu a désigné son approche des structures sociales dans leur dimension de constitution et de transformation sous le terme de structuralisme génétique.

Chacun de nous adopte des pratiques, des règles et des contraintes issues de notre milieu social, de notre expérience et de la nécessité de s'adapter aux circonstances. Et il calque ses comportements sur ce qu'on attend de lui. Les habitus sont donc des « systèmes de

¹⁹J.-P. Meinadier, Ingénierie et intégration des systèmes, Hermès, 1998.

dispositions durables et transposables » qui permettent de comprendre les mécanismes collectifs de la subordination politique.

La structure de l'habitus reflète différents « capitaux²⁰ » dont disposent les individus : économique, culturel, social et symbolique. Bourdieu met en évidence le rôle joué par le capital culturel, qui passe notamment par la maîtrise du langage et des codes. Le capital social, en relation directe avec les capitaux culturel et économique, se fonde sur le réseau dont dispose chacun, les préférences individuelles contribuant à bâtir ces réseaux étant socialement déterminés. Enfin, la notion de capital symbolique recouvre la capacité à faire reconnaître par la société une position donnée, à maîtriser les signes de la distinction. Comme tout « capital », il donne un pouvoir à son détenteur

Selon lui, le pouvoir est le produit de la combinaison de plusieurs formes de capital. À côté du capital économique (entendu comme un ensemble des ressources directement convertibles en monnaie), il distingue un capital culturel (un ensemble de connaissances et qualifications sociales générant un statut social), un capital symbolique (tel que le prestige, l'honneur ou différents types de capitaux dès qu'ils sont perçus et reconnus comme légitimes) et un capital social : « *Le capital social est l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'inter-reconnaissance ; ou, en d'autres termes à l'appartenance à un groupe* »²¹

L'intérêt de cette notion de capital social réside dans son aptitude conceptuelle à combiner les aspects structurels (réseau social) et culturels (valeurs, normes de comportement). La prise en compte du capital social permet ainsi d'identifier une fonction de production de pouvoir dont le *Fihavanana* serait ici l'un des arguments. Il est alors possible de concevoir une répartition différente des pouvoirs au sein des communautés à partir de la position structurelle et culturelle qu'occupent les individus. Les *Ray Aman Dreny* apparaissent dans ce cadre comme la classe dominante chez Bourdieu puisqu'ils possèdent le plus de pouvoir, c'est à dire le plus de capital lequel est ici essentiellement social.

La production du capital social nécessite l'intervention d'une autre norme beaucoup plus contraignante impliquant des sanctions en cas de non-respect de règles communautaires.

²⁰ Bourdieu (P.). *La distinction : Critique sociale du jugement*, Edition de Minuit, 1979, 670p. (ISBN 2707302759)

²¹ Bourdieu (P.). *Le Capital Social*. Paris, *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 31, 2 p. (1980).

Il s'agit d'une mesure préventive contre toute tentative de transgression de valeurs et normes assurant l'unité de la communauté. Dans cette optique, le *Dina* est une forme de capital social régissant la vie sociale dans sa globalité. D'une manière générale, le *Dina* s'interprète comme une convention informelle entre les individus dont l'objet est le maintien de l'ordre social, des traditions locales, des normes, et des valeurs socioculturelles de la communauté. Le *Dina* mérite le plus grand intérêt dans le cadre de la gestion communautaire des ressources. L'élaboration d'un *Dina* spécifique à la gestion des ressources naturelles est obligatoire pour la Gestion contractualisée des forêts. La loi malgache autorise la légalisation du *Dina* une fois que ce dernier a été approuvé par les pouvoirs publics. Dans ce cas, le *Dina* est assorti de sanctions effectives et applicables dès leur prononciation par les autorités compétentes.

CHAPITRE III : METHODOLOGIE DE RECHERCHE

En sociologie comme dans d'autres sciences, la méthodologie renvoie à la façon dont on va procéder lors de la recherche. Dans cette recherche il s'agit de faire comprendre à l'auditoire les processus utilisés pour la collecte, le traitement et l'analyse des données afin d'obtenir les informations utiles pour notre recherche. Pour ce faire, la démarche utilisée est la démarche hypothético-déductive qui consiste à formuler des hypothèses, suivies par leurs vérifications sur le terrain. Plus concrètement donc, il s'agit de confronter les tests empiriques, c'est-à-dire les réalités du terrain, aux modèles raisonnés préalablement choisis, les théories et les hypothèses.

I. Cadre de l'étude

L'objectif général de notre étude est d'analyser les relations qu'entretiennent les parties prenantes utilisant la forêt pour accéder au développement local et durable. Cela dans le but de comprendre les raisons qui entraînent la lutte d'intérêt et les conflits. Par conséquent, il est difficile d'atteindre les objectifs fixés par le gouvernement, par l'entreprise, ONG... tant sur le plan environnemental que sur la lutte contre la pauvreté.

Il a été précisé dans la problématisation que le secteur forestier d'un pays peut être considéré comme un système d'acteurs (dans notre étude : paysans ou population locales, le gouvernement et la FANALAMANGA) qui interagissent et s'organisent de manière plus ou moins formelle en vue de « poursuivre des intérêts divergents », de résoudre des problèmes, de saisir des opportunités (Crozier et Friedberg, 1977).

II. Approches méthodologiques spécifiques

Les hypothèses préalablement définies ont pu se vérifier selon une méthode d'investigation comportant les étapes suivantes ;

II.1. Recherche et exploitation des documents

La recherche des documents généraux et spécifiques en relation avec le sujet constitue la première étape de démarche méthodologique que nous avons retenue. Elle consiste à l'exploitation des documents susceptibles de faciliter la compréhension du sujet. À travers la consultation des documents existants à notre portée, portant sur la foresterie internationale et nationale.

Les informations obtenues proviennent des services publics, des organisations non gouvernementales et de quelques bibliothèques et centres de documentation ; à savoir la Bibliothèque Universitaire, le centre d'étude et de recherche en sociologie à l'université Ankafotsy, l'institut de recherche pour le développement. A tout ceci peuvent être ajoutées les informations obtenues via la bibliothèque numérique disponible sur internet : les différents sites web.

II.2. Enquêtes par observation

Après avoir effectué l'investigation bibliographique, nous devons par la suite faire des observations. L'observation simple et l'observation participante nous permettent tout d'abord de faire une reconnaissance de la zone d'étude, puis de nous familiariser avec le terrain et la population cible. Cette première observation nous a aussi permis de faire une comparaison entre les informations présentes sur les documents et celles du terrain afin de disposer des informations plus récentes et significatives.

Donc, pour mieux se rapprocher de la réalité vécue dans la société, il est nécessaire de combiner les deux approches : l'observation simple et l'observation participante. Ces deux éléments aident mieux à comprendre les phénomènes sociaux.

Notre phase d'observation simple relève de l'étude monographique du terrain étudié et l'observation participante relève d'une approche plus qualitative que quantitative. Ainsi, nous avons effectué par la suite la technique d'échantillonnage.

II.3 Technique d'échantillonnage

Lors de l'observation directe extensive, c'est-à-dire une enquête par sondage on étudie un échantillon réduit d'une grande communauté humaine. Puisque nous ne sommes pas en mesure d'enquêter toute la communauté, il serait plus simple d'effectuer une technique d'échantillonnage. L'échantillon a été sélectionné de manière à pouvoir construire une image aussi fidèle que possible de notre population cible.

Pour ce faire, il faut déterminer la population à interroger. L'échantillon est considéré comme représentatif de la population à étudier.

Dans notre investigation, pour économiser de temps, pour moins de frais et pour être sûr de trouver les personnes à enquêter, nous avons opté pour la « méthode par quotas »

Cette méthode consiste à déterminer diverses catégories sociales en fonction de l'enquête, elle reproduit aussi exactement que possible la proportion des personnes interrogées dans l'ensemble de la population sondée. Cette méthode a été choisie en raison de l'inexistence de la liste exhaustive de la population. Il nous appartient donc de choisir les individus à interroger dans le cadre de la proportion indiquée par les quotas.

La répartition des individus enquêtés s'est fait à partir du nombre de la population de la Commune, c'est-à-dire les personnes enquêtées dans la Commune Rurale de Morarano-Gare sont beaucoup plus élevées puisque elle est peuplée davantage, et celui de la Commune Rurale d'Analasoa est le moins élevé.

Tableau N°1 : Répartition de l'échantillon d'étude

Sexe Commune \	Masculin	Féminin	TOTAL	Fréquence (Total des enquêtées par Commune)
Amboasary	4	5	9	30.0%
Analasoa	2	4	6	20.0%
Morarano-Gare	9	6	15	50.0%
TOTAL	15	15	30	100%

Source : enquête sur terrain, Mai 2016

II.4Enquêtes sur le terrain et interviews de personnes ressources

La première descente effectuée au mi- mois d'avril 2016 au siège de Fanalamanga à Antsirinla a permis de nouer des contacts avec des personnes ressources. Ceux-ci ont été indispensables lors de l'administration du questionnaire et des guides d'entretiens.

Pour procéder à l'enquête proprement dite, nous avons fait recours au focus-group lors de notre descente sur terrain pendant les heures de sensibilisation des charbonniers illicites qui vivent aux alentours du site forestier (plantations) de FANALAMANGA, à se joindre à une association qui leur permet d'être légaux. Une association qui vient d'être mis en place par l'élaboration d'une convention tripartite entre FANALAMANGA, les Communes Rurales et les charbonniers. Nous avons également effectué des entretiens semi-directifs auprès des riverains, responsables locaux et régionaux dans la commune, et à quelques responsables au niveau de la FANALAMANGA.

Pour ce faire, nous avons élaboré préalablement un questionnaire avec des questions fermées et ouvertes afin d'enrichir les informations collectées. Effectivement nous avons fait participer les participants (riverains) lors de l'entretien de groupe afin de connaître les attentes et les problèmes de ces derniers face à la gestion forestière.

L'organisation de l'entretien de groupe (focus-group) n'a pas présenté de complication puisque malgré l'hétérogénéité des individus du groupe (différence d'âge, sexe et niveau de vie...) les participants ont beaucoup participé lors de l'entretien.

II.5 Traitements et analyses des données quantitatives et qualitatives

Le traitement des données quantitatives et qualitatives issues des questionnaires, a été traité par le logiciel sphinx et l'office Excel 2013.

Le traitement et l'analyse manuelle ont concerné les données et informations collectées à travers les guides d'entretiens et la recherche documentaire

II.6. Difficultés rencontrées

Malgré nos efforts, de nombreuses difficultés ont émaillé notre travail. Celles-ci ont ralenti nos investigations et affectent la qualité du travail. A savoir la contrainte temporelle qui nous obligeait à se précipiter sur le temps accordé à l'enquête.

Dans cette première partie, nous avons pu voir les caractéristiques de notre zone d'investigation. Le cadrage de l'étude et les repères théorico-conceptuel qui reflètent déjà les modèles d'analyse de notre étude. Mais aussi, le procédé méthodologique qui nous a permis d'effectuer la présente recherche.

La partie suivante est consacrée aux résultats obtenus sur le terrain.

PARTIE II : LES RESULTATS ET L'EXPLOITATION DES DONNEES

PARTIE 2 : LES RESULTATS ET L'EXPLOITATION DES DONNEES

La région d'Alaotra Mangoro offre des caractéristiques physiques et géographiques plus ou moins homogènes : sols de type ferralitique. Elle est réputée par la pêche et considérée comme région productrice de riz. Cependant, les agriculteurs de la Région, malgré leurs efforts dans l'amélioration de leur production, constatent que leurs revenus ne s'améliorent pas pour autant.

Cette partie se penchera surtout sur les résultats d'enquête effectuée sur le terrain d'étude concernant la relation des acteurs dans la gestion de la forêt. Elle se subdivise en trois chapitres ; le premier évoquera l'exploitation des données recueillies et le second va parler des aspects essentiels de la gestion forestière, enfin, dans le troisième, sera citer les problèmes rencontrés par les parties prenantes de la gestion forestière.

CHAPITRE IV : EXPLOITATION DES DONNEES

L'étude sur la pratique de la gestion forestière donne des informations sur les potentialités et contraintes principales identifiées à la fois à travers une analyse bibliographique, mais aussi à travers des entretiens qualitatifs et quantitatifs réalisés avec des personnes ressources.

Elle décrive l'importance de sa pratique, sa structuration actuelle, les différents types d'acteurs et leurs stratégies, les produits et sous-produits commercialisés, le potentiel de développement du marché. Nous allons donc voir tout cela dans ce chapitre avec beaucoup plus de détails.

I. Caractéristiques de la population enquêtée

Dans ce sous chapitre, il convient de voir les caractéristiques qui constituent la population dans les Communes enquêtées.

I.1 Répartition des individus enquêtée par âge et par sexe

Tableau N°2 : Répartition par âge et par sexe

Âge \ Sexe	Masculin	Féminin	TOTAL	Fréq.total
Moins de 20	0	1	1	3.3%
De 20 à 30	4	1	5	16.7%
De 30 à 40	6	4	10	33.3%
De 40 à 50	0	5	5	16.7%
De 50 à 60	1	1	2	6.7%
De 60 à 70	3	2	5	16.7%
70 et plus	1	1	2	6.7%
TOTAL	15	15	30	100%

Minimum=18, maximum=89

Source : Résultat d'enquête, Mai 2016

Lors de l'échantillonnage par quotas, le nombre des enquêtés de sexe masculin est égale à celui du sexe féminin afin de faciliter la comparaison entre les sexes opposés. Le tableau ci-dessus fait apparaître la fréquence des âges des personnes enquêtées. L'âge minimum de personnes enquêtées est de 18 ans, par contre l'âge maximum est de 89 ans. En moyenne, les personnes enquêtées sont entre 30 et 40 ans.

I.2 Répartition par sexe et niveau d'étude des paysans

Le tableau ci-dessous présente la répartition du taux de la scolarisation des personnes enquêtées.

Tableau N°3 : Répartition des personnes enquêtée par sexe et niveau d'instruction

Sexe Niveau	Masculin	Féminin	TOTAL	Fréq.Total
Sans instruction	1	3	4	13.3%
Niveau primaire	5	9	14	46.7%
Niveau secondaire	8	3	11	36.7%
Niveau universitaire	1	0	1	3.3%
TOTAL	15	15	30	100%

Source : Résultat d'enquête, Mai 2016

Dans les Communes enquêtées, 13.3% ne sont pas instruit, 46.7% s'arrêtent au niveau primaire, 36.7% atteignent le niveau secondaire, et seulement 3.3% ont fait des études supérieurs, en moyenne la population termine leur étude au niveau primaire, c'est-à-dire 46.7% de la population enquêtée.

Les raisons pour lesquelles le taux du niveau supérieur est très faible s'expliquent par l'élévation du coût de scolarisation au niveau des ménages ruraux, l'enclavement des villages par rapport à l'établissement scolaire niveau II (CEG). Il y a donc une hausse du taux de l'abandon scolaire dans les communes rurales.

En constatant ce tableau, nous remarquons que presque toutes les personnes enquêtées n'ont pas atteint le niveau universitaire. Seulement une personne a eu son baccalauréat, mais malheureusement, elle n'a pas pu continuer ses études universitaires faute de moyen financier.

Le niveau d'instruction des ruraux est donc assez faible (niveau primaire) dans les communes, en particulier pour les femmes. Nous pouvons constater ceci selon le tableau ci-dessus, les femmes décrochent le plus au niveau primaire, contrairement aux hommes au niveau secondaire. D'après les informations requises, les femmes ont été négligées par leurs parents en matière d'instruction à cause de la tradition malgache qui considère les femmes comme des « fanaka malemy », « fragiles », donc elles n'ont pas besoin d'être instruites puisque leurs places sont au foyer, à s'occuper de leur mari et de leurs enfants. Cela n'exclut pas d'autres raisons comme le niveau de vie très bas qui ne les permettent pas d'aller à l'école ou encore l'enclavement des Fokontany.

Tableau N°4 : Répartition selon le sexe et la source de revenus de la population enquêtée*

Sexe Profession	Masculin	Féminin	TOTAL	Fréq.total
Agriculteur	11	12	23	76.7%
Foresterie	8	6	14	46.7%
Fonctionnaire	1	0	1	3.3%
Autres	2	4	6	20.0%
TOTAL	22	22	44	

Source : Résultat d'enquête, Mai 2016

(*Le nombre de citations est supérieur au nombre d'observations du fait de possibilité de réponses multiples)

Les sources de revenus dominant dans la région est surtout dans le secteur primaire, notamment l'agriculture et la foresterie, cela s'explique par la fertilité du sol et par le climat chaud et humide. 76.6% des enquêtées pratiquent l'agriculture (culture de riz) et 46.7% se trouvent dans la foresterie.

Il est remarqué dans le chef-lieu de la Commune d'Amboasary, les personnes enquêtées sont plutôt dans le secondaire (charpentier, artisanat, etc.) et tertiaire (instituteurs, épicières, transports, etc.)

Plusieurs occupent une double activité : ainsi on apprend qu'il y a propriétaire-exploitant qui est en même temps transporteur, il y a ceux qui accompagnent leur agriculture par la carbonisation (charbon).

Le primaire est le plus dominant, suivi du secondaire, et enfin le tertiaire. Dans le primaire, si l'agriculture est l'activité principale, la forêt fournit quant à elle de l'emploi. Les données confirment cette importance de l'activité primaire, l'agriculture 76.7% en premier et la forêt (46.7%) ensuite.

II-La société FANALAMANGA

Une société créée en 1975, qui compte 650 employés et 1200 journaliers. Trois districts dans la région Alaotra-Mangoro sont concernés par cette exploitation forestière de 60.000ha. Le Directeur général, Monsieur Augustin RAKOTONIRINA a affirmé.

Fanalamanga se spécialise dans l'exploitation et la culture des jeunes plants, du bois de pin, couvrant 80% du marché local à Madagascar, tout en exportant dans les pays étrangers. D'autres produits découlent également de FANALAMANGA, notamment les rondins de bois, de la résine, du charbon, du champignon manioc, des meubles et des bois de chauffe.

D'une manière générale, la société FANALAMANGA est l'un des piliers du développement de la région Alaotra-Mangoro pour la mise en place des infrastructures socio-économique et culturelles comme les écoles et les CSB, la réhabilitation des routes et la protection de l'environnement.

FANALAMANGA a comme objet social :

- de gérer la forêt de pins d'une surface de 60.000 ha et d'Eucalyptus de 4.000 ha, dès la pépinière jusqu'à l'exploitation des produits ;
- De promouvoir la transaction et commercialisation des bois issu de cette forêt ainsi que leurs produits dérivés ;
- Pérenniser la forêt en effectuant une replantation après coupes rases.

Elle produit principalement des grumes, des bois d'œuvre, volige, gorges, charbons, bois à palette, de la résine de pin, des planches de coffrage et des Champignon manioc.

La société vise à vendre sur le marché extérieur et international, recherche des partenariats étrangers afin de développer les qualités et les quantités des potentialités en bois.

CHAPITRE V : ASPECTS ESSENTIELS DE LA GESTION FORESTIERE

Le chapitre présent mettra en exergue les aspects essentiels dans la pratique de la gestion forestière. De quels éléments est constituée l'exploitation forestière ? Comment se manifeste la participation de la population locale à la gestion de cette ressource naturelle ? Nous allons répondre à ces questions dans ce chapitre.

I- Le plan d'aménagement forestier de la société FANALAMANGA

Actuellement, la gestion forestière doit surpasser le simple fait de produire de valeurs quantifiables pour régulièrement maintenir la biodiversité et le bon fonctionnement de l'ensemble de l'écosystème forestier. Elle doit aussi intégrer une dimension sociale, très importante au niveau des pays en développement.

Autrement dit, elle doit s'assurer de la durabilité de l'ensemble des fonctions de la forêt. Le principal défi de l'aménagement des forêts demeure dans la multiplicité des fonctions à préserver et à entretenir, tout en assurant l'équilibre économique de la gestion. Pour la FANALAMANGA, la pérennité de la forêt est quasiment assurée grâce à l'utilisation d'un plan d'aménagement qui prescrit toutes les activités d'interventions sylvicoles à effectuer suivant un calendrier prédefini. Les moyens nécessaires pour leur réalisation sont portés chaque année dans un budget décidé par le gestionnaire lui-même en fonction de leur priorité.

I.1 Plan parcellaire

Il est difficile de gérer 60.000 ha de forêt. Dans le but de faciliter la gestion et l'entretien de sa forêt, FANALAMANGA a divisé son site exploitable en 3 zones : la zone Sud, Centre et Nord. Les plantations dans chaque zone sont subdivisées en sections dont la surface unitaire est de 1 000 Ha. La zone Sud a vingt-six (26) sections, la zone Centre vingt-six (26) sections et la zone Nord vingt (20) sections. A l'intérieur de la section, on trouve des parcelles dont la surface unitaire varie entre 50 à 100 Ha et sont codées par des initiales alphabétique de A jusqu'à Z et différencierées par le chiffre 2 pour la zone Sud, 3 pour la zone Centre et 4 pour la zone Nord.

Théoriquement, chaque section (A, B, C, D,... Z) correspond à un âge donné du peuplement, mais compte tenu du rythme annuel irrégulier de plantation et des regarnissages nécessaires après sécheresse ou après passage des feux, il a été difficile de faire coïncider classe d'âge et section.

Pour faciliter la gestion de la forêt, le principe de l'aménagement par futaie régulière et par contenance a été adopté. Le plan parcellaire a été établi en fonction de l'âge d'exploitabilité fixé à 25 ans.

Chaque région a donc son plan parcellaire établi de cette façon. Des sections contiennent différentes classes d'âges inévitables.

I.2 Structure d'aménagement

En partant sur des ordres de passage en coupes définitives et les différents travaux sylvicoles à effectuer au cours de l'exploitation, en se basant sur ce plan d'aménagement parcellaires et de la composition de la forêt selon leurs classes de fertilité, une structure d'aménagement par zone est conçue pour donner les différentes interventions à effectuer dans chaque section au cours des années.

La structure fait ressortir :

- la succession des entretiens sylvicoles à réaliser: replantation, éclaircies, élagages, etc.;
- le déroulement de l'exploitation (coupes d'éclaircies II, coupes définitives, etc. ...)

I.3 l'utilité de l'élaboration d'un plan d'aménagement

Dans une bonne gestion forestière, il est impératif de faire des inventaires périodiquement et de l'exploiter d'une manière rationnelle.

Pour garantir la pérennité des plantations industrielles, il est indispensable de suivre les conditions ci-après :

- connaître l'évolution de leur contenu de façon périodique grâce à des opérations d'inventaire (inventaire permanent et inventaire d'exploitation) ;

- établir un plan d'aménagement en fonction des données d'inventaire qui permettent de déterminer la possibilité de la forêt, condition pour garantir le rendement soutenu à travers le temps ;
- réaliser les entretiens sylvicoles prescrits ;
- exploiter rationnellement la forêt c'est-à-dire utiliser des moyens et des matériels appropriés et de personnel qui maîtrise la profession de façon à utiliser au maximum les produits abattus même les petits diamètres et ainsi réduire au minimum le gaspillage de matière première.

Cette exploitation rationnelle ne sera réalisé à condition d'une part, qu'il y ait une formation préalable des exploitants et de leurs ouvriers aux techniques d'exploitation moderne et d'autre part, que s'il y a possibilité de procurer à ces exploitants après leur formation de matériels efficaces pour travailler.

L'Etat joue un rôle dans la mise en place des structures opérationnelles qui concordent à ces besoins (centre de formation, parc commun de matériel) avec la collaboration du secteur privé concerné.

II- L'exploitation forestière : gestion et commercialisation

Dans la mise en œuvre d'une exploitation rationnelle de la forêt de la FANALAMANGA, les différents étapes et stratégies de l'exploitation seront mis en évidence dans cette partie.

II.1 Formes et modalités de l'exploitation de FANALAMANGA

L'exploitation s'opère sous l'élaboration d'un contrat entre les clients et la société ; ce contrat est écrit et signé entre les deux parties. Le contrat établi est défini par le mode de paiement : paiement au préalable et post-payé. C'est un accord de vente dont la FANALAMANGA doit attribuer un lot de forêt au client qui veut faire une exploitation. Cette attribution de lot est sous condition. Ainsi, FANALAMANGA n'exploite pas directement la forêt, elle le fait par le biais des exploitants (clients).

Il y a trois (3) phases dans la démarche de l'exploitation forestière : le préparatif, l'exploitation et le traitement implicite des données.

Suite à l'attribution de lot et la signature du contrat, les deux parties effectuent un procès-verbal de début de chantier où FANALAMANGA détermine et montre à son client la

superficie de la forêt qui lui est attribué. Le client n'a pas le droit de couper les arbres porteurs de graine pour permettre à la régénération naturelle de la forêt. Toutes les paperasseries doivent être en règle avant de pénétrer le site forestier et également lors des transports des produits. Autrement dit les papiers d'évacuations et les papiers de réceptions (transfert de patrimoine, avant la sortie de la forêt).

Dans la pratique de l'exploitation, FANALAMANGA établie ses conditions techniques utilisées et essentielles à cet effet, de la législation des lois forestières au suivi et contrôle. On entend par exploitation forestière toutes les activités se rapportant à la forêt, y compris le transport des produits.

Le suivi et contrôle diminue le risque à gérer. La déontologie forestière adoptée par la société est la rentabilisation de l'exploitation le maximum possible tout en pérennisant la forêt existante et de prolonger l'espérance de vie de la société. Le système de suivi est une gestion qui crée une structure et une organisation pour l'exploitation ; une organisation technique sur le terrain et une organisation administrative au niveau central.

La base de suivi s'opère par la mise en place des antennes régionales selon les 3 zones en nommant un dirigeant par chaque zone, il y a donc une affectation des suivis techniques.

En ce qui concerne le traitement des données, il faut connaître la forêt de caractère individuelle, il doit y avoir un suivi de l'évolution de la forêt par les comptes rendus des dirigeants de chaque zone. Dans cette phase, il faut savoir le nom de l'exploitant, le temps et espace de l'exploitation, le reste de m^3 à exploiter, la quantité des produits à transporter. C'est également dans cette phase que commence la préparation à la facturation et l'élaboration de la synthèse de produit à facturer par la société. Elle élabore aussi une synthèse de l'évolution de peuplement.

II.1.1 L'organisation de la Zone Centre de FANALAMANGA

L'équipe du dirigeant, nommé Chef de Zone est composé de 3 secteurs : l'administration et finance, l'exploitation et enfin le chantier sylviculture et lutte contre le feu.

L'administration se charge des ressources humaines, l'approvisionnement et du magasinier. Elle s'occupe également du social : le CNAPS, la santé, l'éducation, le sport et loisirs, la sécurité. La finance se charge de la caisse et de la comptabilité.

Le chantier sylviculture et lutte contre le feu dispose de deux équipes distinctes : les sylviculteurs et les pompiers. Leur activité concerne l'entretien sylvicole et la protection des plantations contre les feux.

Le nombre de personnel permanent qui constitue l'équipe de la zone centre est de 96 et 237 sont des contractuels en sylviculture. La société s'investie surtout sur l'entretien sylvicole des plantations afin de se procurer une meilleure production tant en qualité qu'en quantité.

Il existe 6 pelletons dans la zone centre pour gérer les feux durant « la période rouge » ; Analabe, Analavao, Analamanja, Analasoa, Analamafana et Andriamanito.

II.1.2 L'entretien et la protection de la forêt

L'entretien de la forêt est la plus importante dans la gestion durable d'une forêt, à partir de la préparation des pépinières, des différents entretiens pendant les stades de développement, et après l'exploitation.

Lors d'une gestion forestière, déterminer des objectifs à atteindre est essentielle, cela permet de planifier l'aménagement de la forêt et d'obtenir des résultats.

Ainsi, la fiabilité de la pépinière est primordiale pour acquérir de bois de bonne qualité. Après le reboisement, des interventions sylvicole s'imposent : le dépressage, l'éclaircie, l'élagage. A chaque stade de développement correspond l'intervention nécessaire. Le stade de développement des forêts de plantation est comme suit : d'abord les recrûs, après les fourrés d'une hauteur entre 1.5m et 4.5m, par la suite les Gaulis d'une hauteur qui varie de 4.5m à 9m, ensuite les perchis entre 9m et 12m, et enfin les futaies qui a une hauteur supérieure à 12m.

L'entretien sylvicole nécessite des techniques et des mains d'œuvre. Elle occupe donc une place importante dans la survie de la société, mais aussi dans la vie de la population locale en leur procurant de l'emploi.

II.2 La politique de vente forestier, la commercialisation et l'exportation des produits forestiers

La société FANALAMANGA exporte ses produits par le biais de sa collaboration avec l'entreprise VIMA woods et de BDF SARLU.

II.2.1 Industrie Vision Madagascar (VIMA WOOD Industries)

La société Vima Woods exploite une concession de 1 000 ha dans la section 3R, d'une exploitation durable du sous-périmètre de reboisement d'environ 25.000 ha et exploitable à 25 ans, de la zone centre de FANALAMANGA. Le contrat a été signé depuis 2006. Il faut reconnaître que Vima Woods est la seule société à posséder la certification forestière FSC (Forest Stewardship Council). Autrement dit, elle répond aux critères de l'éco-certification notamment dans la gestion d'espace forestiers tout au long de la chaîne de production dans l'industrie de bois. Donc, depuis la transformation jusqu'à la commercialisation des produits finis...

Le contrat stipule la gestion directe de la concession forestière confiée par VWI, le SOFAM a élaboré un plan d'aménagement forestier pour une exploitation durable et continue du massif et pour assurer une exploitation stable qui garantit la qualité et la quantité selon les normes internationales. 80% du peuplement de pins de 33 à 35 ans, de régénérations âgées de moins de 6 ans.

L'occupation des 11 parcelles dans la section 3R de la zone centre avait besoin d'un réaménagement afin que les plantations soient homogènes : stade de développement, classes d'âge et d'espèces.

En 2015, Vima a réalisé 80 ha de plantation et traité 260 ha de fourrés²². Le plan d'aménagement est un outil stratégique pour tout gestionnaire et propriétaire forestier.

La variété de Pinus est la plus exploitée par VWI, particulièrement en priorité le « Pinus Kesiya », cette variété est destinée à produire du bois de sciage de dimension intermédiaire (fabrication de palettes industrielles et d'autres produits secondaire). 120 000 pieds de Pinus Kesiya seront plantés cette année par Vima Woods, sur une surface de 100 hectares à Analamanja Moramanga (zone centre). En effet, cette société entreprend systématiquement un entretien sylvicole sur les 300 ha, dont 100 ha concernent le reboisement et le reste, la régénération naturelle.

²² Source : FANALAMANGA, inventaire 2015

« Ce projet vise à préserver la pérennité de la gestion durable des forêts. Grâce à une démarche qui répond aux exigences des critères de l'éco certification dans la gestion de la forêt, tout au long de la chaîne de production et de la transformation jusqu'à la vente des produits, Vima Woods est aujourd'hui la seule société à Madagascar à détenir la certification forestière FSC (Forest Stewardship Council). Ces activités sont opérées en partenariat avec Fanalamanga pour la préservation de l'environnement », a annoncé Lova Rakotondrabary, DG adjoint administratif, financier et opérationnel de Vima Woods.

Il existe de nombreux sentiers piétons qui relient les lieux d'habitation entre eux ou avec des lieux de culture autour ou à l'intérieur de la section 3R. En effet, la population pratique l'agriculture et l'élevage extensifs. Ainsi, VWI offre des emplois directs aux populations locales.

Cette société exporte aujourd'hui près de 6 000 m³ de bois par an, soit près de 3529 troncs²³ d'arbres coupés, c'est-à-dire 90% de ses productions, elle tente doubler ou probablement tripler cette quantité dans les deux années à venir, en accroissant ses activités et en s'appuyant sur l'exploitation durable des forêts. « De nouveaux matériels seront mis en place pour améliorer la production, et accroître les exportations, d'ici deux ans » a confié Koureich Fidahoussen, le DG adjoint commercial de Vima Woods

Ce partenariat avec Fanalamanga découle d'un accord dans lequel Vima Woods s'engage à planter au moins 10 arbres à chaque fois qu'elle en coupe un. Mais aujourd'hui, la collaboration entre les deux entités va au-delà de cet accord. Grâce à cette collaboration pour la lutte contre les activités illégales comme les feux de brousse, les vols, les exploitations illicites, etc. les gardes forestiers de Vima Woods et les pompiers de Fanalamanga ont réussi le défi du zéro incident dans la forêt d'Analamanja, en 2014. Pour appuyer la continuité de ce résultat, Vima a décidé d'équiper les 15 pompiers de Fanalamanga de 15 vélos tout terrain. Vima Woods prévoit d'améliorer son niveau de production.

Même si Vima Woods se spécialise dans l'exploitation forestière et l'industrie du bois, la majeure partie de son personnel est constituée de femmes. Sur les 150 employés de cette société dans la forêt d'Analamanja et dans la scierie à Moramanga, 70% sont des femmes issues des communautés locales.

²³ Selon VimaWood Indistrie, 2015

Cette promotion de la Femme est visible, même au sein de l'administration de la société, si on ne cite que le DG adjoint administratif, financier et opérationnel, Lova Rakondrabary ; ou le responsable FSC et QHSE, Fanjavola Beboarimisa. Avec leurs résultats, il faut croire que ces femmes assurent très bien le métier, qui semble être destiné aux hommes, si on se réfère au secteur d'activité. Bref, la société se lance désormais dans un projet qui contribuera à l'amélioration du niveau des exportations de la Grande-île, étant donné que l'économie malgache a besoin d'exporter.

Une de ses priorités est de développer de nouveaux produits encore inexistants à Madagascar. Pour atteindre cet objectif, l'équipe commerciale évalue le marché, explore les occasions et trouve les produits phares qui seront susceptibles de répondre à une forte demande du marché local.

Le défaut de normalisation constitue un frein énorme au développement de la production à Madagascar. Et ce, toute filière et tout secteur identifiés. Dans la filière bois, VIMA WOOD Industry, filiale du groupe Vision Madagascar ou VIMA, a pu acquérir une notoriété nationale et accéder le marché international. Notamment grâce au fait qu'elle bénéficie de l'écolabel Forest Stewardship Council ou FSC.

Suivre les normes et exigences internationales a autorisé à cette filiale du groupe VIMA de se classer parmi les grands du secteur au niveau régional, tels que les sociétés sud-africaines et mozambicaines. Elle est également en mesure d'espérer que les prix de ses produits « semi-finis » (des planches) soient au même niveau que les prix sur les marchés extérieurs, entre autres les prix sur le marché européen.

D'un capital de 2 341 600 000 Ariary, la société a pu développer ses activités suivant les dix principes et exigences établis par le FSC. Ce dernier donne obligation à son détenteur de procéder à une gestion durable de la forêt.

II.2.1.1 Certification FSC

« Posséder l'écolabel FSC nous oblige à gérer durablement la forêt en nous imposant des limites en termes de quantités exploitées mais également en nous assujettissant à des entretiens sylvicoles et des reboisements périodiques » a expliqué Lova Andrianalino Rakotondrabary, Directeur Général Adjoint de la société.

Les activités de VIMA WOOD Industry vont alors de l'exploitation forestière, «exclusivement des pins », à la scierie industrielle. Cette dernière étant sise à Moramanga.

Les clients internationaux des produits de la forêt sont plus exigeants sur les pratiques durables pour la gestion des forêts. Les fournisseurs malgaches s'adaptent à cette requête.

« Économiquement viable et socialement responsable ». Tels sont les deux principaux piliers d'une politique de gestion durable de la forêt reconnue sur le plan international, dans le cadre de la certification Forest Stewardship Council, (FSC) délivré par l'organisme certificateur, GFA Consulting Group, une société basée en Allemagne.

II.2.1.2 Évolution

La société souhaite étendre ses activités et exploiter jusqu'à 5000 ha de forêt. Ce, car d'un côté, la convention sur la concession des 1000 ha en 2006 prendra fin d'ici 2016. Mais surtout, car la demande sur le marché du bois augmente considérablement.

Actuellement, le volume d'arbres bruts exploités de 6000 m³²⁴ ne suffit plus. Sa clientèle est composée particulièrement de SODICOM de La Réunion lequel « constitue 50%²⁵ de son chiffre d'affaire », de SAGENTRA de l'Afrique du Sud avec lequel elle « réalise 20%²⁶ de ses ventes » et Ambatovy avec lequel elle « réalise 25%²⁷ de ses ventes ».

D'ailleurs, ces derniers que les clients potentiels sur le marché européen, dont les sociétés TECNA PAL et FIBRE, ont accru leur demande.

Aussi, VIMA WOOD Industry a déjà entamé les procédures de demande de plus de superficie à exploiter à FANALAMANGA. Ce qui, en cas d'aboutissement, lui permettrait de doubler ses activités, voire plus. Et assurerait plus de travail décent pour les communautés locales.

²⁴ Source : Vima Wood Industrie, 2015

²⁵ ibidem

²⁶ Ibidem

²⁷ Ibidem

II.2.1.3 Partenariat et collaboration

De plus, afin de mieux coordonner la conservation et l'entretien de sa concession, la société noue une collaboration droite et directe avec la population riveraine.

Cette collaboration se manifeste par la contribution de la société à procurer et à distribuer des dons et matériels à chaque fin de campagne. Cette année, cela se matérialise par la dotation d'EPI (Equipement de protection individuel), comme chaussures et gants anti- feu, à 13 pompiers de Fanalamanga, en plus des 6 gardes-forestiers issus des villages environnants et formés et travaillant en rotation pour ViMa Woods dans son périmètre d'intervention.

Cela explique, d'ailleurs, le plan de travail déterminant la stratégie de conservation de la concession entre les deux partenaires. Le principe est simple : entretenir des surfaces forestières afin d'en faire un outil de développement local et de commerce pérenne.

II.2.2 L'exportation de la résine de pin et de champignons manioc

Après la constatation de l'abondance des souches de bois que l'on pourrait valoriser après les coupes d'exploitation dans les parcelles, la disponibilité des billons abandonnés depuis des temps dans les parcelles entièrement exploitées que l'on pourrait aussi être réutilisés et enfin pour créer de l'emploi.

La société Fanalamanga travaille avec la société chinoise pour la production et la fourniture des champignons manioc et de résine de pin. La société chinoise nommée BDF va amener son savoir-faire dans la plantation et la production des champignons manioc Fu Lin dans les parcelles données. Le contrat d'une durée de 25 ans a été signé par les deux parties en 2011, ce contrat a été rompu suite au changement de dirigeant et la durée du contrat a été abrégée en 5 ans à partir de l'année 2015 et renouvelable.

Ces produits sont exportés vers la Chine. L'exportation des résines et des champignons maniocs se fait donc par le biais de cette société chinoise.

Cette société chinoise fournit les semences de champignon pour Fanalamanga. Cette dernière s'occupe de la plantation sur des pins. La récolte se fait 6 mois après la plantation. Un champignon pèse environ entre 35 à 65 kg. Fanalamanga vend le produit à 200 ariary le

kilo à la société chinoise qui l'exporte à son tour en Chine. Ces produits servent de médicament. Le matsutake (en chinois), ou champignon des pins.

Outre les champignons, Fanalamanga vend aussi des résines de pin à cette société. La demande mondiale en résine de pin ne cesse d'augmenter. La Chine, leader mondial de la récolte de la résine de pin, a vu sa production baisser. Les raisons sont multiples et structurelles. Conscient d'avoir surexploité ses forêts, le pays réserve une part croissante de sa production à son marché intérieur et cherche à exploiter les produits d'autres pays. En effet, la demande mondiale ne cesse d'augmenter et va s'accroître. La résine de pin pourrait remplacer bon nombre de composants issus du pétrole. Résultat, la tonne de colophane (résine jaune) se vend désormais aux alentours de 3 000²⁸ dollars.

Pour un développement économique et social de toute la région et pour répondre aux besoins du marché, les parties signataires du contrat pour fourniture de résine de pin se sont convenues de coopérer et réaliser la collecte de résine de pin dans les forêts appartenant au fournisseur. L'acheteur prend en charge tous les frais de collecte, notamment les mains d'œuvre, les outils de production, etc.

Grâce à l'existence de la société et sa collaboration avec FANALAMANGA, les populations riveraines ont pu bénéficier d'un travail décent. En effet, les préparatifs, les collectes des résines et des champignons manioc constituent une chaîne d'activité jusqu'à leur commercialisation, donc la société chinoise exige des mains d'œuvre. Le salaire dépend des travaux fournit, ce qui motive les employés à obtenir le maximum de production afin de gagner plus, ils ne sont pas non plus liés à un contrat quelconque.

La société BDF et les plantations de FANALAMANGA produisent environ 72.000²⁹ litres par mois de résine dans la zone centre. FANALAMANGA s'est engagé à mettre à la disposition de BDF 15.000³⁰ha de plantation de pin pour la collecte de résine. C'est à partir de la quantité de résine collectée par BDF que FANALAMANGA perçoit sa rémunération.

C'est une collaboration et partenariat dans laquelle les deux parties sont gagnant-gagnant, sans oublier la création d'emploi pour les populations riveraines.

²⁸ Le daily.mg, 9 Mars 2016.

²⁹ Résultat d'enquête, 2016

³⁰ Source : Contrat de fourniture de résine de pin, 2011 (entre FANALAMANGA ET BDF)

II.2.3 L'exploitation forestière de la population locale

Bien que la forêt soit parmi les activités de la population de la Haute-Mangoro, cette dernière est un des acteurs potentiels utilisant la forêt comme moyen de subsistance. Donc, elle a des responsabilités envers la forêt pour la continuité de son utilisation.

Malheureusement, moins nombreux accordent de l'importance et de la valeur à la forêt. Ne pensant seulement qu'à aujourd'hui, le futur ne leur semble pas important. La pauvreté et l'ignorance de la loi régissant la forêt en sont les principales causes de ce comportement.

Les modalités d'exploitation forestière effectuées par la population riveraine seront observées à travers les tableaux ci-dessous.

Tableau N°5 : les différents usages des produits de la forêt*

Usages des produits forestiers	Nombre de citation	Fréquence
Non réponse	8	26,7%
Charbon	16	53,3%
Bois équarris	7	23,3%
Bois de chauffe	2	6,7%
Vente sur pied	6	20%
Total Observation	30	

Source : résultat d'enquête, Mai 2016

(*Le nombre de citations est supérieur au nombre d'observations du fait de possibilité de réponses multiples)

Tableau N°6 : Espèces boisées par la population

Espèces de la plantation	Nombre de citation	Fréquence
Non réponse	8	26,7%
Pin	5	16,7%
Eucalyptus	21	70%
Total	30	

Source : résultat d'enquête, Mai 2016

(*Le nombre de citations est supérieur au nombre d'observations du fait de possibilité de réponses multiples)

D'après le premier tableau, 53,3% des acteurs utilisent la forêt pour obtenir de charbon avec des fins de commercialisation et d'autoconsommation. Conscient de la dégradation climatique et environnementale, la population ne peut se priver de la carbonisation, puisque leur survie en dépend. Bien entendu, comme nous le savons, le charbon est à moindre coût donc il constitue un maximum de bénéfice pour le charbonnier.

Les plantes eucalyptus sont les plus utilisées par la population, puisqu'elles sont de meilleures qualités en matière de charbon. Et en même temps, pour s'approprier et accéder à la forêt de pin de Fanalamanga, la plantation d'eucalyptus est une de leur stratégie. Le second tableau illustre un taux de 70% pour les personnes qui utilisent la plantation d'eucalyptus, contre 16.7% seulement pour les pins.

Tableau N°7 : le débouché des produits forestiers*

Débouché des produits forestiers	Nb.Cit.	Fréq.
Non réponse	8	26,7%
Acheminé vers les grandes villes (Tana, Ambatondrazaka, Moramanga)	5	16,7%
Vente locale	9	30%
Collecteurs	5	16,7%
Exploitants	0	0%
Charbonniers	6	20%
Total	30	

Source : résultat d'enquête, Mai 2016

(*Le nombre de citations est supérieur au nombre d'observations du fait de possibilité de réponses multiples)

Principalement les produits forestiers sont destinés à la vente. 30% de la population commercialise leur produit dans leur village et 16,7% acheminent les productions vers Moramanga, Ambatondrazaka ou Tananarive et les 16,7% autres les vendent aux collecteurs qu'ils appellent « patrons ». 20% vendent sur pied leur plantation aux charbonniers.

Etant donné l'irrégularité de la plupart des charbonniers et l'absence des moyens pour transporter les produits forestiers, l'acheminement de la production vers les grandes villes leur aient impossible. Cela emmène à un avantage pour les collecteurs au niveau du prix du charbon.

III- La perception de la fonction de la forêt et son utilisation

La forêt possède nombreux fonctions dans la vie quotidienne de l'être humain, notamment une fonction écologique, une fonction économique et enfin une fonction socioculturelle.

➤ Fonctions écologiques

- Maintien de la biodiversité, patrimoine de la planète et de l'humanité ;
- Régulation climatique locale ;
- Protection des sols contre l'érosion ;
- Régulation des régimes hydrique ;
- Régulation climatique globale, grâce au stockage du carbone

➤ Fonctions socio-économiques

- Production et consommation de matière première ;
- Création d'emplois pour les riverains ;
- Exportations et importation des produits forestiers ;
- Production de bois d'œuvre à usage industriel et ensemble des retombées économiques en milieu rural ;
- Autres produits à usage des populations locales, appelés produits autres que le bois d'œuvre : pour l'alimentation, la médecine, la construction, l'artisanat, le commerce local ;
- Obtention des revenus fiscaux, pour les collectivités et l'Etat
- Réserve de terres agricoles.

➤ Fonctions socio-culturelles

- Cultures et lieu de culte des populations intimement liées au milieu forestier ;
- Existence de sites sacrés, d'arbres ou espèces sacrées ;
- Intérêt des opinions publiques internationales pour la forêt tropicale, le début de développement de l'écotourisme ;
- Rôle symbolique et transmission intergénérationnelle ;

III.1 La perception de la population

Tableau N°8 : La perception de la fonction de la forêt par la population*

perception forêt	espace agricole	espace de chasse	lieu de cueillette	pourvoie en bois d'œuvre, de service, de chauffage et de charbon	source de vie et de joie, un trésor, une richesse	habitat de s forces invisibles et protectrices des individus	protecteur de l'environnement	autres	TOTAL
âge									
Moins de 20	0	0	0	1	1	0	1	0	3
De 20 à 30	1	0	0	2	1	0	5	0	9
De 30 à 40	0	1	0	8	3	0	8	0	20
De 40 à 50	0	0	0	2	1	0	5	0	8
De 50 à 60	0	0	0	2	1	0	1	0	4
De 60 à 70	1	0	0	3	2	0	5	0	11
70 et plus	0	0	0	2	0	2	1	0	5
TOTAL	2	1	0	20	9	2	26	0	60

Source : résultat d'enquête, Mai 2016

(*Le nombre de citations est supérieur au nombre d'observations du fait de possibilité de réponses multiples)

La plupart des populations possèdent un savoir sur l'utilisation alimentaire, agricole et environnementale de la forêt, mais elles n'ont pas souvent la compréhension des concepts de rotation, de durabilité de la gestion forestière, etc. Elles réagissent aussitôt à l'installation d'un exploitant forestier par des exigences financières. La forêt des ancêtres intelligemment gérée depuis des siècles se transforme subitement en un grand marché où chacun lutte d'arguments pour tirer le meilleur profit que l'exploitation pourrait lui reverser.

Ainsi, le non implication de la population dans la gestion forestière a pour conséquence la perte de la sacralité dont la forêt disposait auparavant, la population voit FANALAMANGA comme la seule bénéficiaire des produits et avantages procurer par la richesse naturelle dans la région.

Selon la plupart des personnes enquêtées, la forêt se limite à la monopolisation de la ressource et aux grands profits de la minorité.

En dépit de la diversité de fonctions qui lui sont reconnues, la forêt est perçue par les paysans comme un espace prioritairement destiné à la protection de l'environnement et au pourvoie de bois d'œuvre et d'énergies.

Bien que les nombreux rôles qui lui sont assignés tournent principalement autour de sa faculté à produire des biens matériels, la forêt conserve aussi une dimension symbolique et immatérielle, visible à travers la conception qui fait d'elle un habitat de forces invisibles pouvant fournir protection aux individus. Cette conception n'est plus de notre époque, seulement 2 personnes sur 30 avaient évoqué cette fonction, notons que ces personnes sont âgées plus de 70ans, puisque effectivement, la forêt a perdu sa sacralité et que le rapport homme-nature avait disparu il y a bien longtemps.

Selon Lester B. Brown (1992), la forêt constitue un des piliers sur lequel, la vie et la survie de l'homme se reposent. Elle nous procure bois, papier, et combustible. Louis SAWADOGO, à travers ses recherches, montre que les populations locales tirent des formations naturelles, les ressources nécessaires à leur existence quotidienne et que « *le bois à lui seule contribue pour 91% à la consommation totale d'énergie* »³¹.

³¹CIFOR/ASDI, 2006, à propos des politiques forestières pour un aménagement durable des forêts sèches de l'Afrique.

CHAPITRE VI : LES PROBLEMES RENCONTRES

Du premier point de vue, la déforestation a frappé la zone, suite aux exploitations sauvages, aux feux de brousse et aux exploitations illicites de ressources forestières. Le premier plant mis en terre a d'ailleurs été baptisé « espérance », pour exprimer cette nouvelle vision. A noter que 180 000 m³³² de bois sortent chaque année de la forêt de Fanalamanga. 98 % des pins mis en vente sur le marché à Madagascar viennent de cette zone. Malgré la forte demande et la diminution des surfaces de forêt exploitables, Fanalamanga assure encore la fourniture en bois à ses clients. Cependant elle fait face à divers difficultés dans la gestion de ses plantations.

I- Les goulots d'étranglement dans la gestion forestière

I.1 Problème foncier

L'apparence foncière à Madagascar est fondée sur le principe de domanialité, c'est-à-dire l'Etat est le propriétaire de toutes les terres inoccupées et sans propriétaire. Seule la propriétaire concédée et garantie est la propriété privée issue d'une procédure d'immatriculation. Une immatriculation est le résultat d'une mise en valeur par autorité personnelle réelle, évidente et permanente durant au moins dix ans, ce qui est observée comme une appropriation. Cependant, ce système n'a pas réussi à sécuriser lourdement les droits des paysans sur les terres et après plus d'un siècle de principe de domanialité, à peine 15 % du territoire font l'objet d'immatriculation³³.

Les droits fonciers coutumiers ont continué à subsister et à évoluer sous l'influence des facteurs démographiques, économiques et sociaux, en marge de la légalité foncière. Des engagements conclus entre les deux acteurs jouissent d'une certaine légitimité sociale, et sont au centre de rapports fonciers locaux. La proclamation de la propriété étatique est demeurée théorique selon les acteurs ruraux. A propos des forêts, la conversion des forêts en terrain de culture est le mode de mise en valeur connu par les ménages. Il permet à la fois de conquérir la légitimité de propriété reconnue au niveau du territoire, et ouvre la possibilité d'une éventuelle reconnaissance d'une emprise personnelle réelle et évidente, première étape vers l'appropriation officielle. Ainsi, les forêts sont menacées par ce mode d'appropriation puisque sa surface diminue. Malgré les peuplements appartenant aux domaines forestiers de l'Etat

³² Fanalamanga

³³ La procédure d'immatriculation individuelle comporte 24 étapes dont le coût moyen est estimé à 276 USD et les délais peuvent dépasser 15 ans.

(plantation ou forêt naturelle), les défrichements pour extension des terrains agricoles sont fréquents et ne peuvent être contrôlé par les administrations concernées.

Les tableaux ci-après évoqueront les informations concernant la situation foncière des individus enquêtés.

Tableau N°9 : répartition des individus propriétaire de terrain

Propriétaire de terrain	Nombre de citation	Fréquence
OUI	19	63,3%
NON	11	36,7%
TOTAL	30	100%

Source : Résultat d'enquête, Mai 2016

Tableau N°10 : répartition des propriétaires de terrain ayant un titre et borne

Titre et borne	Nombre de citation	Fréquence
OUI	6	31,5%
NON	13	68,5%
TOTAL OBS	19	100%

Source : Résultat d'enquête, Mai 2016

Tableau N°11 : répartition des sources d'obtention des terrains des enquêtés*

Origine d'obtention de terrain	Nombre de citations	Fréquence
Non réponse	11	36,7%
Héritage	12	40%
Achat	2	6,7%
Demande envers l'Etat	1	3,3%
Autres	5	16,7%
Total	30	

Source : Résultat d'enquête, Mai 2016

(*Le nombre de citations est supérieur au nombre d'observations du fait de possibilité de réponses multiples)

Selon les tableaux, le taux des individus propriétaires de terrain enquêtés est beaucoup plus élevé, c'est-à-dire 63,3% ou 19/30. Par contre, 6 sur 19 seulement (31,5%) ont régularisé leur terrain au niveau de l'administration concernée. Le reste, c'est-à-dire les 13 individus enquêtés (68,5%) ne sont pas en règle.

Ainsi, la sécurisation foncière des forêts n'ont que très rare un statut légal au vu de la législation foncière, et est habituellement non respectée par la population locale. Il est difficile pour la population de régler leur problème foncier (terrain de forêt) à cause de la paperasserie, en effet, cela fait partie des impacts négatifs de la faiblesse du niveau d'instruction de la population. La peur de s'introduire dans les bureaux, de se communiquer avec les personnes responsables, etc. empêchent la régularisation des terrains de la population. En plus, leur niveau de vie ne leur permet pas de se déplacer pour régler les affaires administratives. Il faut alors sacrifier du temps et de l'argent pour la régularisation des terrains. Faute de moyen et de temps mais aussi de l'ignorance des droits fonciers, il est difficile pour les majorités des ruraux d'être en règle.

Les terrains des personnes enquêtées proviennent surtout de l'héritage, une personne parmi les 30 enquêtées affirme avoir fait des achats et des demandes de terrain domanial envers l'Etat. Celle des autres personnes enquêtées ne sont pas définies clairement.

La superficie de leurs terrains varie en moyenne de 1 à 3 ha, par contre, on a observé une grande différence au niveau de la superficie, la surface minimum est de 1ha et 100ha le maximum.

I.2 Les facteurs de la déforestation

La déforestation est la diminution de la surface couverte de forêt. Effectivement il existe des formes d'utilisation de la forêt et des objectifs dominant de la gestion forestière qui peuvent faire disparaître une importante couverture des forêts. La déforestation à Madagascar s'explique par trois activités : la culture sur brulis (tavy), la surexploitation forestière, et la production de combustible et de charbon de bois pour les usages domestiques. Il est évident que par « les magouilles » de l'exploitation illicite effectuée par les riverains ou même l'équipe de la FANALAMANGA, le taux de la déforestation continuera de grimper et une perte inestimable en suivra.

Le tableau ci-dessous mettra en exergue les origines les plus fréquentes des feux de forêt dans la zone centre du site forestier de Fanalamanga.

Tableau N°12 : Origines des feux de forêt*

Origine des feux	Nombre de citation	Fréquence
Le « Tavy »	28	93,3%
Le mécontentement	6	20,0%
Mauvaise foi	19	63,3%
Accidents	22	73,3%
Autres	0	0,0%
Total	30	

Source : résultat d'enquête, Mai 2016

(*Le nombre de citations est supérieur au nombre d'observations du fait de possibilité de réponses multiples)

Avec une fréquence de 93,3 %, le tavy est la principale cause de la forêt de feu. En effet il y existe des diverses origines de feu de forêt ; tel que le feu de mécontentement, la mauvaise foi, les feux par accident... d'après le tableau, après le tavy, ce sont les accidents avec 63,3% qui sont les plus fréquent à l'origine des feux, puis la mauvaise foi (63,3%) et enfin le feu de mécontentement (20%)

Selon les informations requises, la période des feux appelé également « la période rouge » se situe entre le mois d'août et le mois d'octobre. C'est pendant ces périodes que les forêts de Fanalamanga subissent un dégât estimable et alarmant à cause de ses différentes origines, et où les pompiers doivent maîtriser les feux et intervenir à temps pour réduire au maximum les dégâts.

Le mécontentement de la population s'exprime le plus souvent par la mise en feu des forêts. Et le mécontentement est le plus souvent dû aux litiges fonciers, et des fois par les vengeances des saisies de charbons par Fanalamanga. Cet acte est considéré par la population comme une injustice et un abus, d'où leur mécontentement. Par contre, la mauvaise foi de la population se traduit par les feux, et se manifeste surtout entre la population elle-même. Autrement dit, la jalouse, la haine, la différence, entraînent le feu et peut se déployer vers d'autres forêts de proximité, y compris celles de la Fanalamanga. Pourtant nous pouvons classer cet acte d'origine criminelle et possible d'emprisonnement et d'amendes.

D'origine accidentelle, les feux de brousse proviennent des gestes inconscients et des comportements des individus. Le jet d'une allumette, d'une cigarette, allumer un feu de camp, toutes ces petits gestes d'inattention entraînent des dégâts dévastateurs pour la forêt surtout pendant les périodes rouges.

La culture sur brûlis, « tavy » en Malgache, est une composante importante de l'agriculture et de l'économie locale. Elle est surtout utilisée pour convertir la forêt en rizière. Sa pratique se fait par la coupe d'un ou deux acres de forêts pour ensuite les brûler, avant d'y planter du riz. C'est le plus sûr moyen pour les riziculteurs de subvenir aux besoins de leur famille. Compte tenu de l'état actuel de la pauvreté, les conséquences à long termes est le cadet de leur souci, à leur avis tant qu'il y a de forêt à brûler, autant le faire avant le voisin. En résumé donc, le tavy est ancré dans l'esprit des paysans que leur en privé est un grand défi.

Tableau N°13 : Comparaison annuelle des dégâts par les feux de la zone centre

ANNEE	Passage feu (=Ha)	Perte réelle (ha)
2010	1213,85	414,86
2011	2295,08	1075,27
2012	859,02	477,80
2013	836,70	387,10
TOTAL	5204.65	2355.03

Source : Service pompier FANALAMANGA

Le feu de forêt menace toujours la société FANALAMANGA, c'est un combat de longue haleine. Chaque année, sans exception depuis les plantations, elle est toujours confrontée à des feux de brousse. Le feu détruit des hectares de bois d'œuvres de valeur, menace des vies et des collectivités et entraîne un bouleversement important.

Entre les années 2010 et 2013, dans la zone Centre, les pertes réelles ont été estimées à 2355.03 ha. En 2011, la perte était la plus alarmante et flagrante, 1075.27 ha ravagée par le feu. Sans compter les ravages par les cataclysmes naturels et les vols de bois.

Les incendies de forêt menacent non seulement la société Fanalamanga, mais également la population riveraine. Ils sont surtout très couteux en terme d'impact économique, humain, matériel et en particulier environnemental.

I.3 Conséquences environnementaux

Selon les besoins estimatifs de la consommation annuelle³⁴ en bois est de 21,73 millions de m³ de bois de feu, dont 9,03 millions de m³ de bois de feu, 8,53 millions de m³ en charbon et 4,13 millions de m³ en bois de construction. Le bois de feu et de charbon de bois couvrent 80% des besoins énergétiques au niveau des ménages.

La surexploitation des forêts à des fins commerciales et économique occupe une grande place. Ainsi, l'on ne puisse plus attendre grand-chose sur la stabilité de l'environnement et de régulariser le climat. Elle fait partie des facteurs qui engendrent le

³⁴ David Meyers et al. 2005

changement climatique, par conséquent, ce dernier provoque des effets néfaste à la vie de la population toute entière ; sur la santé, la régression du niveau de vie, etc.

Une dégradation de l'environnement qui commence depuis quelque temps à se ressentir dans notre pays et surtout sur la capitale, une chaleur suffocante accompagnée de nuages de fumées résume en une phrase l'importance des actions de l'homme sur son environnement.

I.4 Problème au niveau de la gestion

La corruption est un des fléaux qui empêche le développement d'un pays. La corruption ne cesse de prendre de l'ampleur dans presque tous les secteurs d'activité est l'un des principaux facteurs de blocage à Madagascar. La situation de la corruption en milieu forestier engendre une mauvaise gestion et une perte pour la société, voire pour le pays tout entier. En effet, la corruption en milieu forestier se présente souvent par les manœuvres frauduleuses, rarement sanctionnées, elles continuent à prendre place.

Sur le plan administratif, la zone centre d'Analabe manque de personnel et d'appareil tel que l'ordinateur, et entraîne la pression envers les personnels du BAF³⁵ et le retard des services à exécuter, et la lacune des moyens de communication produise des problèmes au niveau de la relation interpersonnelle.

La gestion des personnelles et des conflits : étant une société d'Etat, les dirigeants de Fanalamanga changent à chaque changement de régime, et implique de nouveaux équipes. La rotation de pouvoir entre les personnelles entraîne de la jalousie entre les employés et engendre par la suite la disparition de l'ambiance au travail. On remarque cette situation surtout au siège de Fanalamanga. Face à cette incapacité de gérer le conflit, les employés ne se font pas confiance et vivent dans le doute dans l'accomplissement de son travail. Cela peut entraîner une baisse de la production pour la société.

En résumé, l'exploitation des données a été évoquée dans cette deuxième partie en donnant les caractéristiques des acteurs potentiels dans l'utilisation de la forêt, ensuite les aspects essentiels de la gestion forestière c'est-à-dire l'aménagement forestier de la société FANALAMANGA, la politique d'exploitation forestière : la gestion et la commercialisation des produits forestiers et la perception de la fonction de la forêt et son utilisation, enfin le dernier chapitre met en exergue les principaux problèmes confrontés par la société ainsi que la population locale.

³⁵ Bureau Administratif et Financier

PARTIE III : DISCUSSIONS ET RECOMMANDATIONS

PARTIE 3 : DISCUSSION ET RECOMMANDATIONS

L'environnement en général et les ressources naturelles plus particulièrement, au-delà des inquiétudes scientifiques spécifiques aux sciences naturelles, maintiennent en leur sein une dynamique sociale, économique, religieuse et politique.

Cette troisième partie va surtout s'incliner sur les analyses des données recueillies et la proposition de suggestions pour l'amélioration de la gestion forestière.

CHAPITRE VII : DISCUSSION

Une attention particulière sera accordée à l'analyse d'une grande variété d'enjeux ayant trait au secteur forestier à Madagascar dans ce chapitre.

C'est surtout pour avoir une certaine perspective sur la nature et l'étendue des défis qu'il faudrait relever dans ce secteur.

I- Analyse socio-historique

Les travaux ont été menés par la société Fanlamanga avec des fonds de l'Etat malgache et de la Banque mondiale, dans le cadre d'un projet papetier. L'usine de pâte à papier n'ayant pas été construite, l'objectif de la plantation a été changé pour une production de bois d'œuvre pour le sciage et le déroulage (BOUILLET, LEFEVRE, 1996).

Le secteur forestier dans la République de Madagascar a un rôle capital dans la vie de la société malgache. A travers la forêt, le peuple malgache se procure bon nombre de produits forestiers pour satisfaire certains besoins vitaux de famille tels que les bois de construction ; les bois d'énergie ; les plantes médicinales ; des produits de chasse pour les consommations familiales et la commercialisation.... Ce capital régresse de temps en temps du fait que l'accès dans cette ressource lui est devenu une pression faute d'une gestion rationnelle appropriée. Par exemple, la couverture a connu un recul spectaculaire dans les trois dernières décennies dans lequel la forêt se transformait en friche dont cette dernière n'arrive pas à se restituer que les actions dévastatrices de l'homme lui frappaient de nouveau entraînant à la fin à sa disparition.

Pendant les crises politiques à Madagascar, la société Fanalamanga a connu des difficultés au niveau de sa gestion forestière. Rien ne marchait plus, les exploitants ont fait appel à l'Etat pour qu'il voie de près la situation de FANALAMANGA. L'exploitation sauvage a dominé pendant cette période, c'est-à-dire en 2009-2010. Les représentants du groupement des exploitants forestier rapportent un état de lieux désastreux de la forêt de

Fanalamanga. Il n'y avait plus de plan d'aménagement forestier bien structuré et respecté, ce qui a donné naissance à une exploitation irrationnelle. De plus, la zone destinée à la régénération était complètement délaissée et a facilité la propagation des feux de brousses à l'intérieur. La forêt a donc subit une surexploitation à l'époque et sa durabilité était en danger. Ainsi, la région a été aussi touchée par ce danger par l'impact environnemental, l'insuffisance de pluie. Par conséquent une importante difficulté financière a survenu, des millions d'Ariary de dette, au niveau du CNAPS, et des salaires des employés. Ces derniers faisaient partie des victimes de la mauvaise gestion et de la crise de 2009, la société devait recourir à une compression de personnel, par conséquent il y a augmentation du taux de chômage, les exploitants étaient inquiets pour l'avenir de leur famille, mais c'est surtout le pays tout entier qui souffrait en principe le plus.

Il y a quelques années donc, la société d'Etat FANALAMANGA a été la cible de critiques sûres tant dans la gestion des ressources forestières que dans la gestion de la société elle-même. Une nouvelle politique s'imposait, suite à cela la société a pu augmenter de 70% son chiffre d'affaire, ayant permis d'honorer ses diverses obligations, notamment les cotisations CNAPS, le fonctionnement de la société et autres, les salaires des employés ont été réglés et il n'y a pas eu de compression de personnel. Toutes fois, la société n'a pas encore fait de bénéfice compte tenu des prêts réalisés. Elle doit encore s'acquitter de ses dettes envers l'Etat.

Depuis 2015, le nouveau directeur général de la société annonce des mesures de redressement, c'est-à-dire, l'intensification de la lutte contre les exploitants illégales et les feux de brousse afin de rentabiliser la production de bois, ravitailleur d'activités pour la société. Ainsi, une reforestation du patrimoine de la société est la priorité dans cette nouvelle gestion forestière, mais aussi la restauration. Donc, l'objectif à atteindre est de réaliser un reboisement de 2 à 3000 hectares par an. « Vers une vision plus verte », telle est la devise de FANALAMANGA. Après ces années de difficultés administratives et financières, la société a commencé à sortir du gouffre à partir de l'année 2015.

II- Analyse sociologique

Suite aux conversations menées auprès des différents acteurs parties prenantes au processus, il apparaît que la mise en place d'un projet de gestion forestière à disposition participative permettrait un changement au niveau du rôle des acteurs, notamment celui du service forestier, et de leur perception, en particulier celle des populations locales.

En effet, les modes de gestion que nous avons analysés plus tôt, conduits notamment sur une gestion centralisée, étatique et dirigiste, faisaient de l'agent forestier, militaire agent de l'Etat, l'ennemi des communautés locales tant les rapports de dépendance des premiers sur les seconds et donnant naissance au conflit. Il faut mettre en confiance les populations locales forestières étant donné que les parties prenantes entretenaient depuis la colonisation des rapports très conflictuels avec les services forestiers et agents de l'Etat. La participation du public dans les processus décisionnels vise à réformer l'acceptabilité sociale de l'aménagement forestier et fait partie intégrante de l'aménagement forestière. Il faudrait que les multiples usagers du milieu forestier soient consultés et impliqués lors de l'élaboration et de l'application des stratégies afin que ces dernières répondent aux valeurs et aux besoins de la population.

A désignation individuelle, les eucalyptus ont été utilisés pour délimiter les terres nouvellement immatriculées ou en cours d'immatriculation. Et en même temps, les populations rurales ont progressivement planté des eucalyptus, en association avec la riziculture dans les bas-fonds. La plantation d'eucalyptus sur un terrain vacant est un processus d'appropriation et d'utilisation de la forêt pour les ruraux qui ne possèdent pas de terrain forestier. Les causes indirectes de déforestation sont les politiques publiques inadéquates, le désir de s'approprier des terres. Les stratégies pour l'appropriation et l'utilisation des ressources forestiers par la population locale et la Fanlamanga sont distinctes et en oppositions, ce qui aboutit toujours par des litiges et des conflits directs.

L'analyse stratégique de Crozier et Friedberg (1977) vise à faire le pont entre les objectifs de l'acteur et le contexte de négociation dans lequel il évolue. La rationalité de l'acteur dépend en grande partie de ceux avec qui il interagit et du contexte d'interaction, et les stratégies qui en découlent, pour atteindre ses objectifs, y seront adaptés. Les relations de pouvoir peuvent se manifester par des stratégies qui maintiennent les positions conflictuelles. Dans ce cas, un des acteurs tentera d'utiliser ses propres ressources pour modifier les conduites de l'acteur en contrôle ou en position d'influence sur les ressources recherchées. Elles peuvent également s'opérer de manière coopérative dans lequel l'acteur

tente de s'assurer une collaboration d'un ou de plusieurs partenaires pour accéder à une ressource que les deux parties recherchent, ou encore pour faciliter l'accès pour chacun à des ressources des ressources différentes qui leur sont respectivement nécessaires. Crozier met l'accent sur l'échange de ressources entre les parties impliquées. Selon lui, il n'y a pas de relation de pouvoir s'il n'y a pas de ressources.

D'ailleurs, la foresterie «sociale» est «sociale» une fois qu'elle cherche à soutenir le développement local à partir des ressources forestières, et s'intéresse à la viabilité sociale dans le cadre de la gestion écologique durable de la forêt:

- par le biais de la participation directe des populations rurales environnantes à la production forestière;
- par la prise en compte des intérêts des populations environnantes dans l'utilisation des ressources; et
- par le renforcement des capacités (juridiques, économiques) des populations environnantes, ce qui favoriserait une exploitation de la terre, à la fois durable, et propice à la conservation des ressources forestières.

Les institutions forestières tendent souvent à déposséder les communautés du rôle de décideur et de gestionnaire or les experts devraient encourager les populations à se «responsabiliser » et à prendre en main de façon autonome leur développement.

En plus, il faut mettre en exergue dans l'analyse les mécanismes institutionnels par lesquels le « capital social » favorise la gestion durable des ressources forestières. Il existe un lien entre le capital social et la performance de la gestion communautaire et de la durabilité des ressources naturelles selon les dire de Bourdieu. Dans le cadre de la sauvegarde du patrimoine forestier passe par une gestion locale, durable et sécurisée des ressources forestières elle-même basée sur la dynamique d'échanges et des normes traditionnelles (solidarité, entraide, vie en communauté, communauté de biens, etc.) les aspects socioculturelles jouent un rôle important.

Le concept « capital social » à l'origine développé par Bourdieu (1979-1980), repris par Coleman (1988, 1990) et popularisé en économie par Putman³⁶ (1993) afin d'analyser la gestion communautaire des ressources environnementales. Il est important dans notre intervention, d'énumérer les effets positifs du capital social sur la durabilité des ressources naturelles gérées sous le régime de propriétaire commune. Selon Putman, le capital social diminue lorsqu'il y a une baisse de la confiance, dans la gestion des ressources forestière donc, l'inexistence de confiance entre Fanalamanga et de la population locale montre une diminution de la valeur du capital social.

³⁶Putman (R.), Politologue American, auteur de *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*, 2000.

CHAPITRE VIII : SUGGESTIONS

La croissance démographique et la diminution de la surface forestière vont accroître l'intérêt sur les plantations forestières. Celles-ci répondent à des besoins en bois énergie, mais aussi en bois de service et en bois d'œuvre. Donc, l'accroissement des surfaces plantées requiert que l'Etat malgache précise de nombreux paramètres ; réglementation foncière, mesures incitative, référentiels techniques, etc.

Les feux de brousses sont étroitement liés à l'activité des populations locales ou migrantes et ils ont des origines diverses (défrichement, élevage bovin, conflits sociaux), il est fréquent de rencontrer chez les paysans une perte de motivation de s'occuper de la forêt et de faire des reboisements après un ou plusieurs échecs dus aux dégâts du feu et donc un manque d'intérêt à s'investir encore dans les plantations forestière.

Des suggestions pour l'amélioration de la gestion forestière entre les parties prenantes seront proposées dans ce dernier chapitre.

I- Recommandation pour une foresterie participative

Le début des efforts pour promouvoir une foresterie «sociale» dans les régions forestières consiste généralement en une politique gouvernementale conférant à l'Etat le monopole de la gestion et de la conservation des ressources forestières.

La foresterie «sociale» contribue à la prolifération des acteurs impliqués dans l'exploitation des ressources. Pour ne pas augmenter le risque de contribuer à une gestion non durable de la forêt, elle doit impliquer la conclusion d'accords de conservation et d'exploitation intégrant un contrat social de la part des parties prenantes, de même que des procédures et des instruments de contrôle fonctionnels.

Selon Compaoré (1997)³⁷, la gestion des forêts par l'Etat s'est avérée inefficace. L'implication des riverains serait une alternative à la gestion durable des forêts. John et al. (1999) se proposent dans leur étude une meilleure compréhension par les populations, des questions complexes de nature sociale, économique et environnementale que soulève la déforestation. Pour eux les facteurs de la déforestation sont entre autre la pauvreté, l'appât du gain, la recherche du pouvoir, la croissance démographique et l'analphabétisme. « L'objectif final de l'aménagement forestier participatif est la rétrocession de la responsabilité de

³⁷J. A. Compaoré, C. Kaboré, C., *Programme d'évaluation des ressources forestières 2000, les ressources forestières naturelles et les plantations forestières du Burkina Faso*, FAO, Rome, 1999.

l'aménagement aux populations organisées et formées tant sur le plan technique sur le plan de la gestion »³⁸

Selon Nguinguiri (1998)³⁹, le recours au modèle participatif n'a été envisagé que tout récemment dans un contexte politique et institutionnel dominé par la démocratie, la décentralisation, le développement durable et la remise en cause des modèles centralistes. Ce modèle s'inscrit dans la recherche d'une solution au problème posé par l'insécurité des droits fonciers.

En ce moment, dans la zone centre de la forêt de Fanalmanga, l'élaboration d'une convention tripartite entre « la population locale », « la Commune », et « la Fanalamanga » est en cours dans le but de créer une association qui permette aux populations locales (charbonniers en particuliers) d'utiliser la forêt avec l'accord de la Fanalamanga et en contrepartie la population doit assurer la sécurité de la forêt. Ce système est en quelque sorte un moyen de collaboration afin de baisser les armes et les gardes et de nouer une nouvelle relation saine qui permettrait de pérenniser la forêt ensemble. Il faut que la lutte de pouvoir cesse est que les acteurs prennent conscience de leur complémentarité au niveau de leur communauté. La cogestion est donc primordiale, ainsi que la responsabilisation de la population citoyenne locale.

II- Intensification du suivi et contrôle au niveau de la gestion forestière

Entre l'Etat et la société gestionnaire il faut reconnaître et expliquer que chacun a des droits et des obligations envers la gestion durable des forêts. A cet effet, l'Etat devrait pourvoir aux services forestiers chargé du contrôle et du suivi, des moyens suffisants aussi bien en personnel qu'en matériel pour qu'il n'y ait pas deux poids et deux mesures entre les deux entités.

Ainsi, ce dernier reconquerrait sa dignité et surtout son efficacité dans l'exécution normale de son travail. Cependant, il nécessite d'uniformiser les sanctions pour les manœuvres frauduleuses, toutes personnes, employés, exploitants, populations riveraines et même dirigeant adeptes à la corruption doivent subir les mêmes sanctions. Ne pas prendre cette situation à la légère puisque la durée de vie de la société et son innovation en résulte.

En ce qui concerne les lois qui régissent les forêts, il est nécessaire de les apprendre aux populations locales et de les appliquer afin de lutter contre les feux et l'exploitation

³⁸J. A. Compaoré, C. Kaboré, C., *Programme d'évaluation des ressources forestières 2000, les ressources forestières naturelles et les plantations forestières du Burkina Faso*, FAO, Rome, 1999.

³⁹J.C. Nguinguiri., *Approche participative et développement local en Afrique subsaharienne : faut-il repenser la forme contemporaine du modèle participatif ?* 1998

illicite, les grands fléaux à la pérennisation de la forêt ; autrement dit, les raisons de la déforestation et de la dégradation de la forêt.

L'application du « DINA » est importante pour une sensibilisation de paires entre les paysans dans la protection et le maintien de la forêt.

En effet, l'adhésion à un type de gestion adaptive avec l'élaboration d'un plan d'aménagement est essentiel afin d'assurer l'atteinte des objectifs d'aménagement qui ont été fixés et permettre l'adaptation perpétuel des pratiques forestières, cette gestion sollicite des suivis rigoureux permettant de valider des hypothèses et cibles définies au moment de la planification.

III- Nécessité de bien boiser

Une plantation industrielle s'intéresse avant tout à la rentabilité. C'est une spéculation agricole comme le café, le maïs, qui cherche le profit, le débouché. Mais pour avoir un acheteur il faut que le produit fourni soit de qualité, conforme aux normes, que son prix soit compétitif sur le marché (local et international) et qu'elle donne un bon rendement (croissance rapide).

Ici, l'objectif est de boiser pour produire et non pour faire des surfaces. Les gestionnaires devront donc avoir tous les atouts entre leurs mains, lesquels conditionnent la bonne performance à atteindre, notamment :

- bien préparer le sol pour recevoir les jeunes plants ;
- effectuer les entretiens sylvicoles à temps suivant le calendrier et les prescriptions techniques donnés à cet effet ;
- obtenir des produits de qualité à un coût compétitif et dans un délai relativement meilleur (15 à 20 ans).

La gestion forestière durable permet d'assurer la santé à long terme des forêts de plantation de Fanalamanga tout en pourvoyant des bienfaits sociaux, économiques et environnementaux dans la région Alaotra Mangoro, mais aussi dans tout Madagascar.

La loi exige que les activités de gestion forestière dans ce secteur fassent l'objet d'un aménagement durable.

La bonne gestion forestière aide les forêts de Fanalamanga:

- à rester saines et productives

- à soutenir une solide industrie forestière et à procurer à la population des emplois et des produits forestiers (bois de sciage, médicaments, charbons, bois de chauffe, produits chimiques et plus)
- à préserver l'environnement et à réduire l'accumulation de gaz à effet de serre (une cause majeure du changement climatique)
- à soutenir les collectivités de la région d'Alaotra Mangoro, à procurer des possibilités d'activités récréatives (randonnée pédestre, chasse, pêche et plus), et à offrir un milieu de vie sain

Pour atteindre les objectifs de gestion forestière durable, on peut compter sur :

- un système législatif complet de lois, de règlements, de politiques, de normes et de guides ;
- un système de planification de gestion forestière ;
- un programme de conformité et des vérifications forestières indépendantes pour évaluer les progrès ;
- une présentation de rapports destinés au public sur tous les aspects de la gestion forestière.

Les pratiques de gestion forestière durable se posent sur les plus récentes données scientifiques et font l'objet d'une amélioration continue.

Il est indispensable pour Fanalamanga d'intensifier ces diverses activités :

- l'entretien sylvicoles divers (dépresseur, éclaircie, élagage, etc.) ;
- la sensibilisation auprès des populations rurales afin de lutter contre le feu et l'exploitation illicite ;
- le reboisement à grande échelle.

CONCLUSION GENERALE

En guise de conclusion, l'agriculture, les filières agroalimentaires et forestières sont des leviers pour relever le défi de la compétitivité économique, sociale et environnementale. L'image d'une forêt, et plus généralement d'une nature inépuisable, est battue en brèche et laisse la place à une construction sociale beaucoup plus inquiète, teintée d'urgence écologique : la forêt doit être préservée car elle est tout ce qui reste d'une nature industrialisée par une agriculture intensive. Conscient du danger que représente la déforestation dans le monde, face à la pauvreté et à la survie du ménage, le défi à relever est immense, surtout pour Madagascar.

La forêt est un élément essentiel car elle garantit une part importante de l'énergie utiliser surtout pour la population (en charbon de bois et bois de chauffe), elle est également nécessaire dans le maintien du cycle de l'eau. Ceci étant primordial pour toute activité à entreprendre dans la vie quotidienne de tous les acteurs; l'agriculture, l'environnement, la biodiversité, etc. son utilité se manifestera de ce fait, non avec son exploitation abusive et irrationnelle, mais plutôt avec son entretien et sa protection.

Dans un premier temps, nous avons donc constaté l'enjeu de lutte sur l'appropriation et l'utilisation de la forêt qui existe entre les acteurs potentiels. Cette hypothèse semble être vérifiée par les manifestations de litiges et de conflits fonciers qui perpétuent depuis longtemps entre les acteurs mais également les feux de mécontentement et de mauvaise foi marquant cette lutte au niveau de l'utilisation des ressources forestières. En effet, l'analyse stratégique de Crozier et Friedberg explique que les relations de pouvoir peuvent se manifester par des stratégies qui maintiennent les positions conflictuelles mais ces relations peuvent également s'opérer de manière coopérative dans lequel l'acteur tente de s'assurer une collaboration d'un ou de plusieurs part. Ainsi, les relations peuvent se transformer en collaboration, ce qui paraît vérifier la seconde hypothèse qui stipule la complémentarité des acteurs potentiels directs à l'utilisation des ressources forestières. Rappelons que la seconde hypothèse évoque la complémentarité entre les parties prenantes dans la cogestion de la forêt afin d'assurer sa pérennité.

Le contexte de négociation et de dialogue dans la situation conflictuelle joue un rôle majeur pour accéder à une ressource que les deux parties différentes recherchent, ou encore pour faciliter l'accès pour chacun à des ressources des ressources différentes qui leur sont respectivement nécessaires, avait précisé Crozier. Ainsi, le besoin d'accéder à une « foresterie sociale » est né. L'instauration d'un climat de confiance pour le bien de chacun mais surtout de la forêt est essentielle. D'où la nécessité de la gestion participative de tous les acteurs parties prenantes. L'objectif doit être unique pour les acteurs « la pérennisation de la forêt ».

Toutefois, il conviendrait d'opérer des critiques sur les rôles des acteurs impliqués dans cette gestion afin d'éradiquer un certain nombre de comportements qui posent problème pour remédier aux déforestations. L'application de la loi et la sensibilisation pourraient à cet égard contribuer à l'éradication des comportements qui nuisent à la gestion durable et efficace. Ainsi, une dynamique et changement social est à espérer pour l'avenir, mais aussi la continuité de l'utilisation de la forêt pour le profit de chacun des acteurs.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

A- OUVRAGES GENERAUX

- 1- ARON (R.), *Les étapes de la pensée sociologique*, édition Presse Universitaire de France, 1967
- 2- BOURDIEU (P.). *Le Capital Social*. Paris, *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 31, 2 p. (1980).
- 3- CROZIER (M.) et FIEDBERG (E.), *l'Acteur et le système*, Paris, le Seuil, 1977
- 4- ERKMAN (S.), *Vers une écologie industrielle*, Ed. Charles Léopold Mayer, 2004
- 5- FERRY (L.), *Le nouvel ordre écologique*, Grasset, 1992
- 6- HULOT (N.), *Pour un pacte écologique*, Le livre de poche, 2007
- 7- KEMPF (H.), *Comment les riches détruisent la planète ?*, Le Seuil, 2008
- 8- MARX (K.), *Critique de la société rurale*, Tome II, édition sociale, 1973
- 9- MARX (K.), *Le capital, critique de l'économie politique*, paris, PUF, livre 1, 1867
- 10- MERTON (R.), *Eléments de théorie et de méthode sociologique*, Paris, Plon, 1965
- 11- ROSSI (G.), *L'ingérence écologique*, CNRS, 2000

B- OUVRAGES SPECIFIQUES

- 12- ANDRIAMBELOMIADANA (R.), *Le développement rural à Madagascar*, édition Foi et Justice, série de question actuelle, 1992
- 13- ANGLADETIE (A.), *La ruralité*, ORSTOM, Maisonneuve Paris, 1965
- 14- BLAKELEY, (E.J.) , *Local Planning and Economic Development*, Los Angeles, SAGE, 1989
- 15- BERNOUX (P.), *La sociologie des organisations*, p.137
- 16- BODIGUEL (M.), *Les paysans face au progrès*, Paris, FNSP, 1975
- 17- BOURDIEC (F.), *Hommes et paysans ruraux à Madagascar, études de sociologie et géographe rurale*, édition FTL 1974
- 18- BOURDIEU (P.), *La distinction : Critique sociale du jugement*, Edition de Minuit, 1979, 670p. (ISBN 2707302759)
- 19- COMPAORE (J. A.), KABORE (C.), *Programme d'évaluation des ressources forestières 2000, les ressources forestières naturelles et les plantations forestières du Burkina Faso*, FAO, Rome, 1999.

- 20- ELONG MBASSI J.P., *Les Dix règles d'or du Développement local*, in l'Afrique Municipale, 1998
- 21- MANGUIN, *Guide de Développement local et de développement social*, Logiques sociales, Le Harmattan, Paris, 1989
- 22- MENDRAS (H.), *Sociétés paysannes*, Paris, Armand Colin, 1976
- 23- MEINADIER (J.-P), *Ingénierie et intégration des systèmes*, Hermès, 1998.
- 24- Pamphile (S.), *Acteurs et enjeux de la décentralisation et du développement local, Expériences d'une commune de Burkina Faso*, (Document de réflexion ECDPM 21). Maastricht : ECDPM
- 25- PUTMAN (R.), *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*, 2000.
- 26- P. Houée, Démarches de développement local en milieu rural : l'expérience du Mené, Les Cahiers de la Recherche Développement, 1987
- 27- RIBDUNG (P.), *Ensemble, valorisons le monde rural*, édition Dalloz, 2004

C- REVUES, DOCUMENTS ET PUBLICATIONS

- 28- ANDRIENSSENS, L'avenir du monde rural. Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil, Bulletin des Communautés Européennes, Bruxelles, 1988
- 29- Banque Mondiale, L'agriculture au service du développement, Rapport sur le développement dans le monde, 2008
- 30- CIFOR/ASDI, à propos des politiques forestières pour un aménagement durable des forêts sèches de l'Afrique, 2006.
- 31- Commission Européenne, Economie de développement rural, document du projet FORMder, 2005
- 32- Convention entre FANALAMANGA et VIMA Wood Industrie, 2015
- 33- GreenFact, sur base des termes et définitions du département des forêts de la FAO
- 34- J.E.M. Arnold, Community forestry ten years in review, Community Forestry note 7, FAO, Rome, 1992.
- 35- PARIS CLIMAT 2015, in les correspondances du ministère des affaires étrangères, N°78, 2015
- 36- Rapport de la conférence des Nations Unies sur l'environnement, Stockholm, 5-16 Juin 1972
- 37- Rio +20, L'Afrique et la nouvelle économie, in géopolitique africaine, N°43, deuxième trimestre 2012

- 38- R. Bellefontaine, A. Gaston, Y. Petrucci, Aménagement des forêts naturelles en zones tropicales sèches, Cahier FAO conservation 32, Rome 1997.
- 39- J-M Boffa, Les parcs agroforestiers en Afrique subsaharienne, Cahier FAO conservation 34, Rome, 2000.
- 40- Inventaire FANALAMANGA, 2015
- 41- Monographie de la Commune Rurale d'Amboasary, 2006
- 42- OCDE, Le développement local et la création d'emploi, Février 2000
- 43- Plan communal de la Commune rurale de Morarano, 2015

D- SITES INTERNET

- 44- J.P.M. van den BREEMER, R.R. BERGH et M.J. VERMEIJ, « *Anthropologie et foresterie sociale : une exploration théorique*», Bulletin de l'APAD [En ligne], 7 | 1994, mis en ligne le 13 décembre 2007, Consulté le 19 février 2016.
URL: <http://www.apad.revues.org/2243>
- 45- René Audet, « L'horizon interdisciplinaire de la sociologie de l'environnement sur le terrain de l'agriculture alternative », VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement [En ligne], Volume 8 Numéro 2 | octobre 2008, mis en ligne le 22 octobre 2008, consulté le 12 juin 2016. URL : <http://vertigo.revues.org/5534> ; DOI : 10.4000/vertigo.5534
- 46- SCHEPENS (F.), « Être à sa place : socio-anthropologie de la transmission des savoirs forestiers », Ruralia [En ligne], 16/17 | 2005, mis en ligne le 21 août 2006, consulté le 12 juin 2016. URL : <http://ruralia.revues.org/1096>
- 47- www.faostat.fao.org/: Site web des statistiques agricoles de la FAO
- 48- www.unctad.org/: Site web des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)
- 49- www.worldbank.org/: Site web de la Banque Mondiale
- 50- <http://www.le daily.mg, 9 Mars 2016>
- 51- [CIFOR : www.cifor.org](http://www.cifor.org)
- 52- http://www.cifor.org/publications/pdf_files/Books/BBouda0801.pdf
- 53- [FAO : www.fao.org](http://www.fao.org)
- 54- <http://www.fao.org/forestry/participatory/fr/>
- 55- <http://www.fao.org/DOCREP/004/X6775F/X6775F01.htm>
- 56- <http://www.fao.org/docrep/009/a0413e/a0413E02.htm>

TABLE DES MATIERES

Remerciements.....	I
Sommaire.....	II
INTRODUCTION GENERALE	1
PARTIE I : CADRAGE CONTEXTUEL, CONCEPTUEL ET METHODOLOGIQUE.....	4
Chapitre 1 : L'état des lieux.....	4
I- Zones forestières de la société Fanalamanga.....	4
I.1 Présentation de la société.....	4
I.1.1 Historique.....	4
I.1.2 Cadre juridique.....	5
I.1.3 Cadre organisationnel.....	6
I.2 Les plantations industrielles de la FANALAMANGA.....	6
I.2.1 Zones : Nord, Centre et Sud.....	6
I.2.1.1 situation géographique.....	6
I.2.1.2 Topographie.....	7
I.2.1.3 Climat.....	7
II- Zone étudiée.....	8
II.2 Description des Communes Rurales enquêtées.....	8
II.2.1 Commune Amboasary.....	8
II.2.1.1 Historique.....	8
II.2.1.2 Délimitation et localisation de la Commune Rurale.....	9
II.2.1.3 Développement économique.....	9
II.2.1.4 La population.....	10
II.2.2 La Commune rurale de Morarano Gare.....	10
II.2.2.1 Historique.....	10

II.2.2.2 Délimitation et localisation de la Commune Rurale.....	10
II.2.2.3 Développement économique.....	10
II.2.2.4 La population.....	11
II.2.3 La Commune rurale Analasoa.....	11
II.2.3.1Historique.....	11
II.2.3.2 Délimitation et population de la Commune.....	12
II.2.3.3 Situation économique.....	12
Chapitre 2 : Repères théorico-conceptuels.....	13
I- Conceptualisation.....	13
I.1. Le développement local.....	13
I.2 La forêt	16
I.3 L'exploitation forestière.....	17
I.4 La foresterie sociale.....	17
II- Problématisation et formulation des hypothèses.....	18
III-Modèle d'analyse.....	19
III.1 L'analyse stratégique.....	19
III.2 Structuralisme génétique.....	20
Chapitre 3 : Méthodologie de recherche.....	23
I- Cadre de l'étude	23
II- Approches méthodologiques spécifiques.....	23
II.1. Recherche et exploitation des documents.....	23
II.2. Enquêtes par observation	24
II.3 Technique d'échantillonnage.....	24
II.4 Enquêtes sur le terrain et interviews de personnes ressources.....	25

II.5 Traitements et analyses des données quantitatives et qualitatives.....	26
II.6. Difficultés rencontrées.....	26
PARTIE II : RECHERCHE ET EXPLOITATION DES DONNEES.....	27
Chapitre 4 : Exploitation des données.....	28
I-Caractéristiques de la population enquêtée.....	28
I.1 Répartition des individus enquêtée par âge et par sexe.....	28
I.2 Répartition par sexe et niveau d'étude des paysans.....	29
II- La société FANALAMANGA.....	32
Chapitre 5 : Aspects essentiels de la gestion forestière.....	33
I-Le plan d'aménagement forestier de la société FANALAMANGA.....	33
I.1 Plan parcellaire.....	33
I.2 Structure d'aménagement.....	34
I.3 l'utilité de l'élaboration d'un plan d'aménagement.....	34
II-L'exploitation forestière : gestion et commercialisation.....	35
II.1 Formes et modalités de l'exploitation de FANALAMANGA.....	35
II.1.1 L'organisation de la zone centre de FANALAMANGA.....	37
II.1.2 L'entretien et la protection de la forêt.....	37
II.2 La politique de vente forestier, la commercialisation et l'exportation.....	38
II.2.1 Industrie Vision Madagascar (VIMA WOOD Industries).....	38
II.2.1.1 Certification FSC.....	40
II.2.1.2 Évolution.....	41
II.2.1.3 Partenariat et collaboration.....	42
II.2.2 L'exportation de la résine de pin et de champignons manioc	42
II.2.3 L'exploitation forestière de la population locale.....	44
III-La perception de la fonction de la forêt et son utilisation.....	47
III.1 La perception de la population.....	48

Chapitre 6 : Les problèmes rencontrés.....	50
I-Les goulots d'étranglement dans la gestion forestière.....	50
I.1 Problème foncier.....	50
I.2 Les facteurs de la déforestation.....	53
I.3 Conséquences environnementaux.....	55
I.4 Problème au niveau de la gestion	56
PARTIE III : DISCUSSION ET RECOMMANDATIONS.....	57
Chapitre 7 : Discussion.....	57
I- Analyse socio-historique	57
II-Analyse sociologique.....	59
Chapitre 8 : Suggestions.....	62
I-Recommandation pour une foresterie participative.....	62
II-Intensification du suivi et contrôle au niveau de la gestion forestière.....	63
III-Nécessité de bien boiser.....	64
CONCLUSION GENERALE.....	66
Références Bibliographiques	68
Table des matières.....	71
Liste des tableaux.....	III
Liste des abréviations.....	IV
Liste des annexes.....	V
Annexe 1: Questionnaire destine à la population locale.....	VI
Annexe 2 : Guide d'entretien destiné aux responsables de FANALAMANGA.....	VII
Annexe 3 : Guide d'entretien destiné au représentant de l'Etat.....	VIII
Résumé	
Abstract	

III

LISTE DES TABLEAUX	Page
Tableau N°1 : Répartition de l'échantillon d'étude.....	25
Tableau N°2 : Répartition par âge et par sexe.....	28
Tableau N°3 : Répartition des personnes enquêtée par sexe et niveau d'instruction.....	29
Tableau N°4 : Répartition selon le sexe et la source de revenus de la population enquêtée ..	31
Tableau N°5 : les différents usages des produits de la forêt.....	44
Tableau N°6 : Espèces boisées par la population	45
Tableau N°7 : le débouché des produits forestiers.....	46
Tableau N°8 : La perception de la fonction de la forêt par la population.....	48
Tableau N°9 : répartition des individus propriétaire de terrain.....	51
Tableau N°10 : répartition des propriétaires de terrain ayant un titre et borne.....	51
Tableau N°11 : répartition des sources d'obtention des terrains des enquêtés.....	52
Tableau N°12 : Origines des feux de forêt.....	53
Tableau N°13 : Comparaison des dégâts par les feux de la zone centre.....	55

LISTE DES ABREVIATIONS

BADEA : Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique

BAF : Bureau Administratif et Financier

CEG : Collège d'Enseignement Général

CNaPS : Caisse National des Pensions et Social

CSB : Centre de Santé de Base

EPI : Equipement de protection individuel

FANALAMANGA : Fanjarian'Ala Ambatondrazaka Moramanga

FAO : Food and Agriculture Organisation (Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'agriculture)

FIDA : Fonds Internationale de Développement Agricole

FSC: Forest Stewardship Council

Ha: Hectare

IDA: Association Internationale de Développement

ONG: Organisation Non Gouvernemental

QHSE : Qualité, Hygiène, Sécurité, Environnement

PNUD: Programme des Nations Unies pour le Développement

RN44: Route Nationale N°44

SONAPAR: SOciété NAtionale de PARTicipation

VIMA WOOD Industry: Vision Madagascar Wood Industry

LISTES DES ANNEXES

Annexe 1: Questionnaire destiné à la population locale

Annexe 2 : Guide d'entretien destiné aux responsables de FANALAMANGA

Annexe 3 : Guide d'entretien destiné au représentant de l'Etat

ANNEXE 1 : QUESTIONNAIRE DESTINE A LA POPULATION LOCALE

Etat civil :

Age (taona) :

- | | |
|---|--------------------------------------|
| Sexe (karazana) : 1- Masculin (lahy) | 2-Feminin (vavy) |
| Situation matrimoniale : 1- Célibataire (tsy manambady) | 2- Marié(e) (manambady) |
| 3- Divorcé(e) (nisara-bady) | 4- Veuf(e) (maty vady) |
| Nombre d'enfants (isan-jaza) : 1- 0 | 2- [1 ; 3] |
| | 3- [4 ; 6] 4- > 7 |
| Profession (asa) : 1- Agriculteur(mamboly sy miopy) | 2- Fonctionnaire (mpiasam-panjakana) |
| 3- Foresterie (mpanao hazo) | 4- Autre (à préciser) (hafa) |

Rubrique sur l'éducation :

- Niveau d'étude (fari-pahaizana) : 1- sans instruction (tsy nianatra) 2- niveau primaire (nivI)
 3- niveau secondaire (nivII) 4- niveau universitaire

La Forêt :

Importance de la forêt ? (ilaina ve ny ala ?)

- 1- Pas important (tsy ilaina)
- 2- Assez important (ilaina ihany)
- 3- Important (ilaina)
- 4- Très important (ilaina be)

Pourquoi ? (inona ny antony ?)

- 1- Espace agricole (toerana fambolena)
- 2- Espace de chasse (toerana hiazana)
- 3- Lieu de cueillette (plante médicinale) (toerana fangalana ireo ravinkazo)
- 4- Pourvoie en bois d'œuvre, de service et de chauffage (hanaovana charbon, fanaka na zavatra ilaina an-davanandro)
- 5- Source de vie et de joie, un trésor, une richesse (loharano ny fainana, sarobidy, harena)
- 6- Habitat des forces invisibles et protectrices des individus (misy ireo hery mahagaga izay miaro ny olombelona)
- 7- Autres (hafa)

Quelles précautions proposerez-vous pour qu'il y ait une continuité d'utilisation de la forêt ?
 (inona ireo fepetra tokony horaisina mba hitohy hatrany ny fampiasana ny ala ?)

- 1- Reforestation massive (mamboly hazo maro)
- 2- Ne plus abattre les arbres (tsy tapahana ny ala)
- 3- Aucune idée (tsy manankevitra)
- 4- Autres (hafa)

A votre avis, quelles sont les origines des feux de forêt ?(inona no antony mahatonga ny fahamaizan'ny ala ?)

VII

Selon vous, quelle est la place de la forêt dans le développement de Madagascar ?

(Aona /aiza ho aiza ny toeran'ny ala eo amin'ny fampandrosoana ny Madagascar ?)

Etes-vous propriétaire d'un terrain forestier ?

(Manana tany misy ala ve ianao?)

1- OUI (eny)

2- NON (tsia)

Si OUI, (raha eny)

Quelle est sa surface ? (en are) (ny refiny)

Est-il titré et borné ? (manana titre, ary vita borne ve ?)

Méthodes et matériels utilisés pour l'exploitation? (ny fomba atao sy ny fitaovana ampesaina rehefa mikapa ala)

Quelles sont les différentes espèces exploitées ? (inona ireo karazan-kazo hampiasaina)

Quelles sont les différents usages des produits exploités ? (atao inona ny hazo voavoly)

Quelle est la destination/ débouchée des produits exploités si ceux-ci sont destinés à la vente ? (Aiza ny lalam-barotra raha amidy)

Quels sont les problèmes rencontrés sur l'exploitation? (inona avy ireo olana atrehana)

Quels problèmes rencontrez-vous au niveau foncier ? (misy olana ve eo amin'ny lafiny fanana tany ve ?)

Société Fanalamanga :

Que savez-vous de la société Fanalamanga ? (inona no hainao momba ny orinasa Fanalamanga)

Qu'apporte Fanalamanga dans votre communauté ? (mitondra inona ho an'ny kaominina ny orinasa ?)

1- Œuvre sociale ? (exemple?) (asa sosialy)

2- Infrastructure ? (fotodrafitr'asa)

3- Création d'emploi ? (miteraka asa ho an'ny mponina)

4- Autres (à préciser) (hafa)

Selon vous, quels sont les problèmes causés par la société Fanalamanga dans votre Commune ? (inona no olana aterakin'ny orinasa eto anivon'ny kaominina ?)

1- Déforestation (fandripahana ala)

2- Dégradation du sol (fahasimban'ny tany hambolena)

3- Occupation abusive des terrains domaniaux (fampiasana miompampana ny tany)

4- Autres (à préciser) (hafa)

**ANNEXE 2 : GUIDE D'ENTRETIEN POUR UN RESPONSABLE DE
FANALAMANGA**

Guide d'entretien :

Mission et activités de l'interviewé :

- Poste
- Moyen d'action
- Contraintes et besoin à son niveau

Historique :

- Date de création
- Créeateur
- Texte législatif forestier
- Loi forestière

Objectifs de la société

Activités de la société

Etat des lieux de la société :

- Implantation
- Stratégie de la société (politique environnemental, formation et ses priorités)
- Site d'exploitation
- Législation et condition d'attribution de permis

Climat et communication entre les personnes

- Communication et relation avec les privés et la population

Gestion de l'exploitation :

- Technique d'exploitation
- Prise de décision pour la mise en œuvre de l'activité (quelle personne, qualification, planification)
- La gestion de l'espace et des ressources
- La gestion de l'équipe et des capitaux/matériels

Performance :

- Critères et indicateurs: systèmes de suivi et d'évaluation
- Rendement et sécurité
- Développement de la société
- Environnement

Besoin en formation :

- Coopération et historique des formations

X

- Priorités et besoin de la société

- Formation à l'extérieur

Politique et crise :

- Comment retrouver un équilibre à la sortie de la crise (contexte actuel)
- Politique forestière actuelle : enjeux et objectifs
- Les principaux acteurs et partenaires
- Les nécessités dans les difficultés actuelles dans le secteur forestier
- Les contraintes ; quels leviers d'action
- Gouvernance et conflits : besoin de cohésion et de coopération
- Esperance de vie de la société par rapport à la situation actuelle : politique, environnement, technologie.

Système de suivi et contrôle de la gestion des ressources forestiers :

- Politique forestière et stratégie de promotion d'aménagement durable
- Formation sur les techniques d'exploitation
- Reboisement
- Coupe
- Entretien

Aménagement et planification :

- Exploitation en réserves ou hors réserves
- Composition d'une équipe sur un chantier et matériels
- Le personnel et leurs besoins
- Pénurie des bois
- Exportation
- Technique d'amélioration du rendement et de la valeur ajoutée des produits transformés

ANNEXE 3 : GUIDE D'ENTRETIEN POUR LE REPRESENTANT ETATIQUE

Historique

Effectif de la population

Répartition de la population par fokotany

Dynamique de la population

Perception de l'impact de l'exploitation forestière sur les services administratifs et propositions des mesures d'optimisation ou d'atténuation des impacts selon les cas

La relation de la Commune avec Fanalamanga

Coopération et partenariat avec la société Fanalamanga

Problèmes fonciers

Service de l'éducation de base :

- Nombre d'école (lycée, collège, EPP)
- Nombre d'élèves
- Nombre d'enseignants

Service de la santé :

- Nombre d'hôpitaux
- Maladies courantes
- Perception des impacts de l'exploitation forestière sur le service de la santé

L'agriculture :

- Types de cultures
- Equipement
- Existe-t-il des différents projets ? lesquels ?
- Impact de l'exploitation forestière sur l'agriculture

Les avantages et intérêt de la commune par rapport à l'existence de la FANALAMANGA

Présenté par: RIVONIRINA Josée Vatsisoa

Date et lieu de naissance : 14 Février 1991 à Antsirabe

Adresse : Bloc 08 porte 7 Cité Ankatsosy 2, Antananarivo 101

Contact : 033 71 853 09

**Titre : PRATIQUE DE LA GESTION FORESTIERE PAR LA SOCIETE
FANALAMANGA (cas de la zone centre du site forestier)**

Rubrique épistémologique : Sociologie de l'environnement – Sociologie de développement

Nombre de pages : 74

Nombre de tableaux : 13

RESUME

L'économie malgache reste en grande partie nourrie par l'agriculture, c'est pourquoi on dit que Madagascar est un pays à vocation agricole. L'agriculture dépend entièrement de l'environnement puisque les formations forestières sont des unités qui régularisent la quantité et la qualité des ressources en eau. A travers cette étude, intitulée «**PRATIQUE DE LA GESTION FORESTIERE PAR LA SOCIETE FANALAMANGA**», le processus d'appropriation et d'utilisation des parties prenantes de la forêt et l'introduction d'une gestion communautaire ont été mis en exergue. Les forêts jouent un rôle important dans la tenue de la diversité biologique, soutiennent une participation fort palpable en matière de sécurité alimentaire: l'apiculture, les activités de cueillette, etc. D'où la nécessité d'une bonne gestion forestière afin de préserver l'environnement et de veiller à la continuité d'une exploitation forestière rationnelle et pérenne.

Mots clé : développement rural, développement local, foresterie sociale, capital social, ressources naturelles, ressources forestières, environnement, population riveraine.

Directeur de mémoire : Monsieur RAZAFINDRALAMBO Martial, Maître de conférences

Presented by: RIVONIRINA Josée Vatsisoa

Date and place of birth: 14 February 1991 in Antsirabe

Address: Bloc 08 door 7 City Ankats 2, Antananarivo 101

Contact: 033 71 853 09

Title: PRACTICE OF FOREST MANAGEMENT BY THE FANALAMANGA SOCIETY (case of the forest center zone)

Epistemological section: Sociology of the environment - Sociology of development

Number of pages: 74

Number of paintings: 13

ABSTRACT

The Malagasy economy is largely nourished by agriculture, which is why Madagascar is said to be a country with an agricultural vocation. Agriculture is entirely dependent on the environment since forest formations are units that regulate the quantity and quality of water resources. Through this study, entitled "PRACTICE OF FOREST MANAGEMENT BY THE FANALAMANGA SOCIETY", the process of ownership and use of forest stakeholders and the introduction of community management were highlighted. Forests play an important role in sustaining biological diversity, and support a strong commitment to food security: beekeeping, gathering activities, and so on. Hence the need for good forest management in order to preserve the environment and ensure the continuity of rational and sustainable forest exploitation.

Key words: rural development, local development, social forestry, social capital, natural resources, forest resources, environment, riparian population.

Director of memory: Mr. RAZAFINDRALAMBO Martial, Lecturer